



AMBITIONS  
2020



# CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

## PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne Bilan à mi-parcours Avenant n°2



# **CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE FORET D'ORLEANS LOIRE SOLOGNE**

**2017- 2023**

## **AVENANT N° 2 : BILAN A MI-PARCOURS**

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°20.09.26.97 du 20 novembre 2020.

Et

Le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne représenté par Monsieur Philippe VACHER Président, dûment habilité par délibération du 17 décembre 2020,

La Communauté de Communes de la Forêt, représentée par Monsieur Jean-François DESCHAMPS, Président, dûment habilité par délibération du 13 janvier 2021,

La Communauté de Communes des Loges, représentée par Monsieur Frédéric MURA, Président, dûment habilité par délibération n° 2021-30 du 29 mars 2021,

La Communauté de Communes du Val de Sully, représentée par Monsieur Gérard BOUDIER, Président, dûment habilitée par délibération du 15 décembre 2020.

**VU :**

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°18.05.09 du 18 octobre 2018 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

Les délibérations n°14.09.26.120 et n°13.07.26.112, approuvant les documents « Ambitions 2020 » pour les Bassins de Vie d'Orléans et de Gien,

La délibération CPR n°17.05.26.68 du 12 mai 2017 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du PETR Pays Forêt d'Orléans Loire Sologne,

Le Contrat signé le 13 juin 2017,

La délibération CPR n° 18.08.06.26.60 du 14 septembre 2018 relative à la modification du CRST Forêt d'Orléans Loire Sologne pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération CPR n° 20.09.26.97 du 20 novembre 2020 relative à la décision de la Région sur le bilan à mi-parcours du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne,

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Le Présent avenant définit les modalités d'exécution du Contrat à compter de la date de validation par la Commission Permanente Régionale du bilan à mi-parcours soit le 20 novembre 2020.**

### *Article 1 : OBJET*

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

### *Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES*

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

#### **LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :**

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

## **LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :**

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

### **En termes de moyens d'animation du Contrat :**

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

### **En termes de suivi du Contrat :**

- Un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

### **En termes de limitation des surfaces artificialisées :**

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

### **En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :**

- Les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maitres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

#### **En termes de financement :**

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

#### **LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :**

**Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé** par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).



### Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

EPCI	Commune	Population*	TOTAL INTERCO
CC de la Forêt 10 communes	Aschères-le-Marché	1 145	16 740 habitants
	Bougy-lez-Neuville	159	
	Loury	2 452	
	Montigny	246	
	Neuville-aux-Bois	4 714	
	Rebréchien	1 324	
	Saint-Lyé-la-Forêt	1 170	
	Traînou	3 343	
	Vennecy	1 812	
	Villereau	375	
CC des Loges 20 communes	Bouzy-la-Forêt	1 221	42 285 habitants
	Châteauneuf-Sur-Loire	8 126	
	Combreux	276	
	Darvoy	1 865	
	Donnery	2 854	
	Fay-Aux-Loges	3 756	
	Ferolles	1 153	
	Ingrannes	537	
	Jargeau	4 604	
	Ouvrouer-Les-Champs	558	
	Saint-Denis-de-L'hotel	3 045	
	Saint-Martin-d'abbat	1 769	
	Sandillon	3 971	
	Seichebrieres	207	
	Sigloy	678	
	Sully-La-Chapelle	431	
	Sury-Aux-Bois	792	
	Tigy	2 315	
	Vienne-En-Val	1 942	
	Vitry-Aux-Loges	2 185	
CC du Val de Sully 19 communes	Bonnee	713	24 776 habitants
	Bray-Saint Aignan	1 746	
	Cerdon	942	
	Dampierre-En-Burly	1 508	
	Germigny-Des-Pres	722	
	Guilly	644	
	Isdes	556	
	Les Bordes	1 892	
	Lion-En-Sullias	405	
	Neuvy-En-Sullias	1 362	
	Ouzouer-Sur-Loire	2 738	
	Saint-Aignan-Le-Jaillard	606	
	Saint-Benoit-Sur-Loire	2 030	
	Saint-Florent-Le-Jeune	457	
	Saint-Père-Sur-Loire	1 049	
	Sully-Sur-Loire	5 348	
	Vannes-Sur-Cosson	602	
	Viglain	871	
	Villemurlin	585	
	Bouzy-la-Forêt	713	
	Châteauneuf-Sur-Loire	1 746	

\* Population légale en vigueur au 01/01/2019, recensement INSEE 2016 - Population municipale

## *Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE*

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au **12 mai 2023**.

**Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.**

**Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.**

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 12 mai 2024, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

## *Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS*

### **5-1 : Montant et contenu du contrat**

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 7 538 000 €, répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...).

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

### **5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

#### **a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

#### **b - Engagement des crédits par la Région**

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

### **5-3 : Versement des crédits**

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention. Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

### **5-4 : Modalités de contrôle**

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non-réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

## ***Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT***

### **6-1 Bilan d'étape**

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

**Quantitatif et qualitatif**, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à



une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

## 6-2 Evaluation




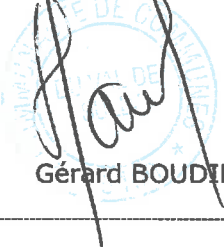
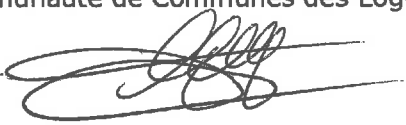
Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

## Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le **22 MARS 2021**

<p>Le Président du Conseil régional</p>  <p>François BONNEAU</p>	<p>Le Président du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne</p>  <p>Philippe VACCA</p>
<p>Le Président de la Communauté de Communes de la Forêt</p>  <p>Jean-François DESCHAMPS</p>	<p>Le Président de la Communauté de Communes du Val de Sully</p>  <p>Gérard BOUDIER</p>
<p>Le Président de la Communauté de Communes des Loges</p>  <p>Frédéric MURA</p>	

Annexes : Programme d'action modifié intégrant le tableau financier récapitulatif modifié, les règles de financement régional et modalités commune

## EVALUATION DE L'IMPACT DU CONTRAT DE PAYS A PARTIR DE QUELQUES INDICATEURS

Nombre de projets financés	103
Effet de levier pour 1 € régional dépensé (en € investis)	6,52
<b>ECONOMIE - EMPLOI</b>	
Montant des investissements générés (€)	37 879 092
Nombre d'emplois créés	31
Nombre d'emplois confortés	140
Nombre d'exploitants agricoles soutenus	3
Nombre de structures agricoles collectives soutenus	6
Nombre de projets en circuits courts soutenus	6
<b>SERVICES A LA POPULATION</b>	
Nombre de MSP créées	0
Santé : Autres structures d'exercice regroupé	0
Projet territorial de santé en cours	Oui
<b>ENERGIE</b>	
Nombre de communes ayant réalisé des travaux d'isolation dans le cadre du plan isolation	7
Consommation d'énergie économisée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics (kwh)	640 115
Emission de GES évitée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics (KgeqCo2)	91 978
Nombre moyen de classes énergétiques gagnées	1,86
Nombre de communes bénéficiaires d'un pré-diagnostic conseil isolation ou d'un Ecbâtiment	3
Nombre de Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine réalisé	2
Type de bâtiments publics majoritairement bénéficiaires du plan isolation	Salle des fêtes, Mairie, école, logement communal, salles associatives.
<b>BIODIVERSITE</b>	
Linéaire de haies plantées 2 études agroforesterie	0 km
Nb de projets agricoles soutenus concourant à la TVB	4
Nombre de communes engagées dans une démarche objectif o pesticide	3
<b>MOBILITE</b>	
Pistes Cyclables (en km)	3,3
Aménagement sentiers (en km)	0

<b>CRST FORET D'ORLEANS LOIRE SOLOGNE après avenant n° 2 Bilan à mi-parcours</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Total Subvention CONTRAT</b>	<b>% de l'enveloppe</b>
<b>PRIORITÉS THEMATIQUES</b>				
<b>A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE</b>	<b>1 643 300</b>		<b>1 643 300</b>	<b>22%</b>
<b>Axe A1 : Attractivité numérique du territoire</b>	<b>578 000</b>		<b>578 000</b>	<b>8%</b>
01 : Très Haut Débit	578 000		578 000	
<b>Axe A2 : Accueil des Entreprises</b>			<b>0</b>	
02 : Foncier économique				
03 : Création de locaux d'activités				
<b>Axe A3 : Economie agricole</b>	<b>398 000</b>		<b>398 000</b>	<b>5%</b>
04 : Développement de l'agriculture biologique	100 000		100 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	134 100		134 100	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé (ex-Soutien à la structuration d'une filière locale d'approvisionnement de la restauration collective	40 000		40 000	
07 – Acquisition en CUMA	123 900	-	123 900	-
<b>Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire</b>			<b>0</b>	
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté				
<b>Axe A5 : Commerce artisanat</b>			<b>0</b>	
<b>Axe A6 : Economie touristique</b>	<b>667 300</b>		<b>667 300</b>	<b>9%</b>
10 : Tourisme à Vélo				
12 : Itinérance touristique équestre				
14 : Site touristiques et lieux d'information touristiques	667 300		667 300	
<b>B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL</b>	<b>1 865 500</b>	<b>63 800</b>	<b>1 929 300</b>	<b>26%</b>
<b>Axe B1 : Services à la population</b>	<b>606 600</b>	<b>63 800</b>	<b>670 400</b>	<b>9%</b>
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	75 000		75 000	
15.1 : Projets locaux de santé		63 800	63 800	
19 : Structure d'accueil petite enfance	405 200		405 200	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	87 200		87 200	
21 : Soutien au commerce de proximité	39 200		39 200	
<b>Axe B2 : Développement de l'accès à la culture</b>			<b>0</b>	
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle				
17 : Equipements de lecture publique				
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique				
<b>Axe B3 : Sport</b>	<b>1 258 900</b>		<b>1 258 900</b>	<b>17%</b>
22 : Equipements sportifs et de loisirs	800 400		800 400	
22-2 : Equipements nautiques	458 500		458 500	

<b>CRST FORET D'ORLEANS LOIRE SOLOGNE après avenant n° 2 Bilan à mi-parcours</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Total Subvention CONTRAT</b>	<b>% de l' enveloppe</b>
<b>C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL</b>	<b>1 666 000</b>	<b>52 000</b>	<b>1 718 000</b>	<b>23%</b>
<b>Axe C0 : Paysages</b>	<b>487 000</b>		<b>487 000</b>	<b>6%</b>
22-3 : Mise en valeur des paysages du Val de Loire	487 000		487 000	
<b>Axe C1 : Aménagement d'espaces publics</b>	<b>306 000</b>		<b>306 000</b>	<b>4%</b>
23 : Aménagement d'espaces publics	306 000		306 000	
<b>Axe C2 : Foncier</b>	<b>48 500</b>	<b>52 000</b>	<b>100 500</b>	<b>1%</b>
23-1 : Requalification de friches urbaines				
23-2 : Animation et développement urbanisme durable		52 000	52 000	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	48 500		48 500	
<b>Axe C3 : Habitat – Logement</b>	<b>471 100</b>		<b>471 100</b>	<b>6%</b>
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux				
24-1 : Acquisition de logements temporaires meublés pour jeunes				
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	384 000		384 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable				
27 : Rénovation thermique du parc public social	87 100		87 100	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé				
<b>AXE C4 : Rénovation urbaine</b>	<b>107 000</b>		<b>107 000</b>	<b>1%</b>
29 : Rénovation urbaine	107 000		107 000	
<b>AXE C5 : Mobilité durable</b>	<b>246 400</b>		<b>246 400</b>	<b>3%</b>
30 : vélo utilitaire	162 700		162 700	
30-1 : Mise en accessibilité des bâtiments publics	83 700		83 700	
30-2 : Actions issues de l'étude mobilité				
30-3 : Futures haltes ligne Orléans-Châteauneuf				
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture				
<b>PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE</b>	<b>1 138 300</b>	<b>141 700</b>	<b>1 280 000</b>	<b>17%</b>
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"				
<b>D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE</b>	<b>257 200</b>	<b>57 800</b>	<b>315 000</b>	<b>4%</b>
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	90 200	57 800	148 000	
31-1: Jardins partagés, solidaires, collectifs	32 000		32 000	
32 : Gestion alternative des espaces publics	55 000		55 000	
33 : Biodiversité domestique				
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	80 000		80 000	
<b>E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL</b>	<b>881 100</b>	<b>83 900</b>	<b>965 000</b>	<b>13%</b>
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	569 900		569 900	
35-1 - Forfait Energétis		10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	77 200		77 200	
35-3 : Eclairage public	140 100		140 100	
36 : Filière bois énergie	67 500		67 500	
36-3 : Plan Climat Air Energie Territorial		73 900	73 900	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	26 400		26 400	
<b>ENVELOPPE FONGIBLE</b>	<b>167 400</b>		<b>167 400</b>	<b>2%</b>
<b>ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT</b>		<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>4 %</b>
<b>SOUS-TOTAL HORS A Vos ID</b>	<b>6 480 500</b>	<b>557 500</b>	<b>7 038 000</b>	
<b>F : A VOS ID</b>			<b>500 000</b>	<b>7%</b>
<b>ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT</b>		<b>7 538 000</b>		

# CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

## Règles de financement régional et modalités communes

### Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

#### A – à considérer dès la conception du projet

##### **A - 1 : CONDITIONNALITES**

###### ❖ **Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m<sup>2</sup>/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an

###### ❖ **Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

###### ❖ **Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

##### **A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES**

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

###### **Ne sont éligibles que :**

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1<sup>er</sup> septembre 2015).
- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers



d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

**Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées** (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'un forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

### **A - 3 : NIVEAUX D'AIDE**

#### **❖ Subventions et taux planchers**

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

#### **❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique**

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

#### **❖ Bonifications**

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
  - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
  - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
  - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

*NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.*

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m <sup>2</sup>	9 kg/m <sup>2</sup>
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m <sup>2</sup>	18 kg/m <sup>2</sup>

#### **❖ Cumul d'aides publiques**



Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

## **B – à considérer pour le versement de l'aide régionale**

### **B - 1 : COMMUNICATION**

**Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement**, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr) (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

### **B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS**

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

### **B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

#### **a) en fonctionnement**

**Ingénierie externalisée :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de*

subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

**Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.*

\* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

**Animation territoriale transversale :**

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

**b) en investissement**

**❖ Dossiers concernant le logement social :**

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>1</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.*
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.*
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :
  - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
  - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.*
- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.  
*En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.*

**❖ Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 <sup>ème</sup> versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	<b>en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée</li> </ul>		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	<b>Acompte de 50% sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...),</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région.</li> </ul>		<b>Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>
Supérieure à 500 000 €	<b>Acompte de 30 % sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...)</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région</li> </ul>	<b>50 %</b> sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>	<b>Solde de 20% maximum</b> sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>

**L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.**

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

\*\*\*

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, à l'inauguration de l'opération.

**Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers**, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

## Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Soutenir le développement du THD dans les zones périurbaines et rurales, et la montée en débit des zones peu ou mal couvertes actuellement
- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Loiret

Ce projet doit permettre de couvrir l'ensemble du territoire du Loiret en haut débit et en Très Haut Débit (THD) d'ici 2022. Un partenariat a été conclu entre le Conseil départemental du Loiret et le groupe SFR, sous forme de délégation de service public. L'objectif de cette convention est de déployer un réseau de communications électroniques à très haut débit qui irriguera d'ici 10 ans toutes les communes du Loiret. Les particuliers mais aussi les entreprises du Loiret sont concernées par cette avancée technologique avec la couverture de 51 zones d'activité dans un délai de deux ans. A terme, le très haut débit dans le Loiret doit permettre de développer les usages numériques dans de nombreux domaines comme l'éducation ou la santé.

- 300 millions d'euros pour réaliser le Très Haut Débit sur tout le Loiret
- 800 km de fibre optique déjà installés
- 1 100 km de fibre pour couvrir l'ensemble du département

La Région interviendra à hauteur de 25% du coût total des investissements publics dans le Loiret. L'ensemble de leviers financiers régionaux sont mis à contribution pour soutenir le déploiement du THD. Il s'agit pour le Loiret du CPER (1 M€), du Contrat d'Agglomération de Montargis (2 M€), des Conventions Région/Département (8 M€) et des 6 Contrats Régionaux de Pays (8 M€).

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire doit pour sa part mobiliser 1 236 314 € d'ici 2023 sur différents contrats de pays. 523 833 € (71 833 € de crédits restants + 452 000 € fléchés lors du BMP) ont d'ores et déjà été mobilisés sur le Contrat Régional de Pays 2012-2017. Dans cette optique, le PETR propose de flécher 578 000 €.

A compter du 2<sup>nd</sup> semestre 2018 au plus tard, les communes initialement situées au sein des anciennes communautés de communes Val Sol et du Sullias émargeront au CRST du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne.

## ***Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lutter contre la fracture numérique</li> <li>• à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants</li> <li>• soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;</li> </ul>
<b>Nature de l'aide</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Subvention</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalable</li> </ul>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)
<b>Financement régional</b>	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts</li> <li>• Transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de couverture de la population régionale en FttH</li> <li>• Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique</li> </ul>

## Axe A2 : Accueil des entreprises

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 d'Orléans et de Gien, mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Développer une action économique coordonnée entre l'agglomération orléanaise et son bassin de vie
- Encourager le développement d'une animation économique territoriale coordonnée et lisible à l'échelle du bassin de vie de Gien.
- Faciliter l'implantation et le développement des entreprises
- Accompagner le maintien et le développement des pôles économiques et industriels existants

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire connaît un nombre d'emplois en augmentation : +1,2% entre 1999 et 2010. Le territoire présente ainsi 16 800 emplois en 2010. Le ratio emploi par actif reste faible (0,61), caractérisant un territoire à dominante résidentielle.

L'industrie, première source d'emplois du Pays, représente un cinquième des plus grosses entreprises du Loiret. Un tiers des emplois localisés sont dans le commerce, les transports ou les services divers. Les emplois dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale sont sous-représentés : un quart des emplois. A l'inverse, les emplois dans le secteur de l'industrie sont proportionnellement plus nombreux dans les 3 SCoT que dans l'Agglomération d'Orléans (27% contre 11% dans la CA d'Orléans). L'agriculture et la construction sont également des emplois plus représentés qu'ailleurs.

Le tissu productif (production de biens et services aux entreprises) occupe 53% des salariés avec une forte présence de l'industrie agro-alimentaire sur le territoire et un tissu de TPI majoritaire (83% d'établissements de moins de 10 salariés) mais des ETI (50 à 99) et des grands établissements (+500) qui assurent respectivement 24% et 34% de l'emploi. Sur les 19 plus grandes entreprises du Loiret en termes d'emplois, 4 sont localisées au sein du Pays : Mars (industrie agro-alimentaire), Masterfood (industrie agro-alimentaire), EDF (énergie), Baudin (construction métallique).

Le territoire du Pays dispose de 212,49 ha répartis sur 17 ZA. Cette offre se répartit entre plusieurs zones à vocation artisanale de dimension limitée, des parcs « d'équilibre » plus importants (Jargeau, Châteauneuf-sur-Loire), et deux espaces à vocation plus large : Fay-Aux-Loges (Evangile et ZAC des Loges) et Neuville-aux-Bois (Parc industriel).

Le territoire dispose de 28,5 ha de foncier disponible immédiatement, soit 13% de l'offre totale actuelle. Pour comparaison, le département du Loiret cumule une offre disponible viabilisée de 1 166 ha.

A noter que la plupart des espaces sont aujourd'hui sur le PETR saturés ou ne présentent que de faibles disponibilités.

Sur les 33 zones d'activités sur le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne, l'estimation des besoins en foncier pour assurer une attractivité économique du territoire est réalisée à partir de la stratégie de développement économique retenue par les Elus pour conforter les pôles économiques existants. Le SCoT repose sur une consommation maximale de nouveaux espaces agricoles ou naturels, de l'ordre de 233 hectares sur les 20 prochaines années, dont :

- CC de la Forêt : 55,2 hectares viabilisés non occupés, 14,8 hectares en extension et 21 hectares en création.
- CC des Loges : 9,4 hectares viabilisés non occupés, 7,3 hectares en extension et 53,5 hectares en création.
- CC du Val de Sully : 2,6 hectares viabilisés non occupés, 19,6 hectares en extension et 13 hectares en création.



## ***Foncier économique***

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en :</li> <li>• limitant les risques de concurrence entre les territoires</li> <li>• donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant</li> <li>• assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> <li>• Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace – Energie – Chantier », « Biodiversité – Eau – Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Requalification et densification du parc existant</li> <li>2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans</li> </ol> <p>- Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...)</p> <p>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises.</p> <p>- Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme</p> <p>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires

<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local).</li> <li>- Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40%</li> <li>- AMO Démarche de développement durable : 80%</li> <li>- Réserve foncière économique à long terme : 20%</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> <li>✓ <b><u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u></b></li> </ul> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique)</li> <li>✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs.</li> </ul> <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire.</li> <li>✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans,</li> <li>✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire</li> </ul>

## ***Création de locaux d'activités***

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes.</li> <li>• Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans)</li> <li>• Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier</li> </ul> <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI et leurs délégataires éventuels
<b>Financement régional</b>	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment.</li> <li>- Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles</li> </ul> <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p> <p>Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions</li> </ul>



- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
  - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
  - du montant de l'option d'achat
  - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions
- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs):
  - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
  - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

### Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

### Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

## Modalités

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet au regard de la stratégie du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Récapitulatif des prix de location d'immobilier d'entreprises dans un rayon de 50 km
- ✓ Présentation du fonctionnement de la structure notamment des services aux entreprises et aux salariés et de l'animation dédiée.
- ✓ Bilan financier prévisionnel
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur.
- ✓ Cumul d'aides publiques ne devant pas conduire à un enrichissement sans cause de la collectivité.
- ✓ Maintien de l'usage des locaux d'activités destinés à la location pour une durée minimum de 10 ans ; en cas de revente avant le terme de 10 ans, la subvention sera reversée au prorata temporis.
- ✓ Durée d'amortissement a minima de 9 ans (sur la base de la durée d'un bail commercial et hors subvention).
- ✓ Convention entre la société de portage, l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail (rétrocession de l'aide sous la forme d'une réduction du loyer).
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de la performance BBC rénovation\*, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an et atteignant la classe C.

Possibilité de majoration de taux de 10% (bâtiment neuf ou existant) si :

- système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

\* Cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes



## Indicateurs d'évaluation

### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Dont Nb emplois transférés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire
- Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés



## Axe A3 : Economie agricole

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Favoriser le développement et la reprise des exploitations agricoles de cultures spécialisées situées dans le Val de Loire
- Soutenir le développement de circuits alimentaires de proximité
- Contribuer à sécuriser la polyculture élevage et l'activité maraîchère
- Promouvoir l'installation et la reprise d'activités agricoles, et notamment dans les cultures spécialisées situées dans le Val de Loire
- Soutenir la mise en place d'une activité secondaire sur les exploitations
- Accompagner le développement et la structuration des filières agricoles territorialisées
- Encourager le développement de l'agriculture biologique, notamment sur les zones de captage

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire se compose d'une agriculture dynamique et diversifiée avec une dominante polyculture élevage mais également des cultures spécialisées (maraîchages, horticulture, arboriculture...). La proximité de l'agglomération a favorisé l'essor des circuits courts. Le Pays compte plus d'une centaine de structures agricoles les pratiquant. Le Pays souhaite promouvoir les agriculteurs pratiquant la vente directe en s'appuyant sur le travail réalisé à l'échelle de l'Agglo.

L'activité agricole du Pays se caractérise par une baisse de l'âge moyen du chef d'exploitation, une amélioration des conditions de culture et un rythme croissant de concentration des exploitations (382 exploitations recensées sur le Pays selon une enquête Agreste de 2010). Plusieurs défis se posent actuellement (contraintes environnementales, diversification des productions, pressions foncières périurbaines...).

Avec plus de 34 864 hectares de surfaces cadastrées agricoles, le Pays Forêt d'Orléans – Val de Loire est un territoire où l'agriculture tient une place importante. Si les espaces artificialisés ne représentent que 6,8 % du territoire, ils sont au cœur des réflexions actuelles (artificialisation des sols, étalement urbain...). Les espaces naturels sont fortement représentés sur le territoire du Pays avec plus 36 000 hectares au cadastre.

Selon les données Agreste de 2010, on dénombrait 761 unités de travail annuel (UTA) sur le Pays Forêt d'Orléans soit une baisse de 30% depuis 2000.

Par ailleurs, pour estimer le nombre d'emplois indirects fournis par l'agriculture, il est d'usage de considérer qu'un emploi direct génère un emploi indirect. Par conséquent, avec ces 761 UTA, il n'est pas illégitime de considérer que l'agriculture sur le territoire représente environ 1500 emplois.

Au regard de l'analyse des îlots PAC de 2014 et des données disponibles sur l'âge des agriculteurs (hors société), avec plus de 3700 ha de terres pour la classe des 40-50 ans, le Pays Forêt d'Orléans- Val de Loire dispose d'agriculteurs plutôt jeunes. Ceci étant, la part des 50 – 60 ans est très légèrement inférieure et laisse donc entrevoir des problématiques fortes liées à la transmission des exploitations dans les années à venir.

Selon les données Agreste de 2010, 40% des exploitants de 50 ans et plus n'avaient pas de successeur connu. Une réponse possible aux problématiques de vieillissement des populations d'agriculteurs sur le territoire est donc l'installation de jeunes agriculteurs.

L'Agriculture Biologique tend par ailleurs à se développer (15 producteurs) sur le territoire, s'inscrivant dans un marché en forte croissance.



La microfilère betterave rouge, portée par l'ADIB (Association Interprofessionnelle de la Betterave Rouge du Loiret), validée par la Région en novembre 2011, a bénéficié entre 2012 et 2017 des aides des Contrats Régionaux des Pays Sologne Val Sud et Forêt d'Orléans-Val de Loire. Une évaluation de cette démarche de microfilère va être réalisée par l'ADIB en 2017 afin de proposer à la Région Centre-Val de Loire de poursuivre cette démarche de microfilère dans le cadre des CRST (Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale) des territoires concernés par la filière locale.

Le PETR a défini en 2019 une préfiguration d'un Projet Alimentaire Territorial. En 2020, il est prévu une étude sur la mise en place du PAT suivie d'actions.

Le plan d'action proposé est le suivant :

- 2 actions prioritaires : approvisionner la restauration collective en produits locaux et de qualité, valoriser les circuits alimentaires de proximité.
- 2 actions complémentaires : faciliter la transition et le changement de pratiques agricoles ; préserver le foncier et transmettre les activités agricoles
- 1 action transversale : communiquer et valoriser les actions du Projet Alimentaire Territorial

#### **Mesure 04 : Développement de l'agriculture biologique**

##### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

###### **Construction d'un bâtiment de stockage et conditionnement de fruits et légumes bio**

Maître d'ouvrage : Stéphane Durand -Val Pré Vert

Montant estimatif du projet : 318 028 €

Montant estimatif de subvention : 30 000 €

Contenu : construction d'un bâtiment qui comprend une chambre froide, une chambre sèche, une chaîne de conditionnement, des quais d'expédition

Etat d'avancement du projet : dossier déposé au CR en mars 2020 Permis de construire en attente (déposé en mars 2020)

Echéancier : 2<sup>ème</sup> semestre 2020

##### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

###### **Extension du bâtiment : Réorganisation & augmentation de l'activité de maraîchage biologique**

Maître d'ouvrage : Céleste Gérald

Montant estimatif du projet : 164 540,39 €

Montant estimatif de la subvention : 30 000 €

Contenu : extension d'un bâtiment pour la réorganisation et l'augmentation de l'activité de maraîchage biologique

Etat d'avancement du projet : dépôt de permis de construire

Echéancier : démarrage 1/12/2020

##### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

###### **Diversification de cultures cidricoles, augmentation de leur résilience face aux changements climatiques et développement de nouvelles techniques de cave, innovantes à l'échelle de la profession**

Maître d'ouvrage : Julien Thurel

Montant estimatif du projet : 68 489 €

Montant estimatif de la subvention : 23 900 €

Contenu : Plantation d'un verger de Cormiers en accompagnement de Pommiers et Cognassiers à cidre, Cuve de malaxage destinée au brassage et à l'envoi des marcs vers le pressoir, Remueur automatique destiné à faire déposer le dépôt naturel des bouteilles en vue de leur dégorgement. (matériel de Champagne), Dégorgeuse doseuse permettant d'éliminer le dépôt bouteille et de faire le complément de ces dernières avant le bouchage muselage. (matériel de Champagne)

Etat d'avancement du projet : acquisition de matériel

## EMPLOI ECONOMIE AGRICOLE

4

### *Développement de l'agriculture biologique*

<b>Régime d'aide</b>	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional</li> <li>- Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages</li> <li>- Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre</li> <li>- Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 000 € minimum</li> <li>- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle</li> <li>- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective</li> </ul>
<b>Modalités</b>	Attestation de certification AB de l'année
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Surfaces concernées en conversion et en maintien</li> </ul>


## ***Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité***

<b>Régime d'aide</b>	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional</li> <li>- Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques</li> <li>- Limiter le transport des productions agricoles</li> <li>- Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs</li> <li>- Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation)</li> </ul> <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvel installé depuis moins de 5 ans</li> <li>- agriculteur biologique</li> </ul> <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure)</li> </ul> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 000 € minimum</li> <li>- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle</li> <li>- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b>Investissements éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme</li> <li>- Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>



## **Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé**

<p><b>Sens de l'action régionale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Accompagner la création de PAT, puis de SAT</b>, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Mise en place d'un PAT</li> <li>* Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire</li> <li>* Mise en place de la gouvernance d'un SAT</li> </ul> </li> <li>- <b>Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée</b> des exploitations agricoles</li> <li>- Promouvoir <b>l'image des territoires</b> à travers des <b>produits de terroir</b></li> <li>- Répondre à l'attente des citoyens en matière <b>d'alimentation durable et de santé</b></li> <li>- Concourir à la <b>préservation de terres arables</b> dans les zones péri-urbaines, à la lutte <b>contre le réchauffement climatique</b>, à la <b>préservation de la biodiversité</b> via des modes de production agro-écologiques et respectueux</li> </ul> <p><i>La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la <b>restauration collective</b>, levier de changement</li> <li>- la <b>gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région</b></li> <li>- les <b>acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle</b></li> <li>- <b>l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable</b></li> <li>- les <b>systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires</b></li> </ul>
<p><b>Types de projets ciblés</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>ingénierie</b> accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID</li> <li>- <b>investissements</b> visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.</li> </ul> <p><i>NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.</i></p>
<p><b>Financement régional</b></p>	<p><b>Maîtres d'ouvrages :</b> Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique</p> <p>Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)</p> <p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.</li> <li>- dépenses de communication et d'animation</li> </ul> <p><i>Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)</li> </ul>

	<p><b>Taux d'intervention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans</li> <li>• 40 % investissements</li> <li>• Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €</li> </ul> <p>En cas de projet immobilier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Conditionnalités spécifiques :</b></p> <p>Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet</p>
<p><b>Modalités</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> <li>✓ L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> </ul>
<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p>	<p>Nombre d'emplois créés  Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées  Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)</p>

## **Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire**

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Accompagner les acteurs œuvrant dans tous les secteurs de l'ESS.
- Favoriser les initiatives visant au développement de l'économie sociale et solidaire et soutenir l'entrepreneuriat en ESS.

L'économie sociale et solidaire a pour finalité une plus-value sociale et environnementale plus qu'un gain financier. Il s'agit d'une économie qui permet une insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté, une activité respectueuse de l'environnement, une valorisation du travail et des savoirs de chacun... L'économie sociale et solidaire se concrétise grâce à diverses structures : coopératives, AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), Systèmes d'Échanges Locaux (SEL)...

Différentes structures de l'économie sociale et solidaire peuvent bénéficier aux habitants du territoire :

- ✓ Les AMAP : Il existe deux AMAP sur la commune de Châteauneuf-sur-Loire, créées en 2009 et répertoriées sur le site national des AMAP. Ces AMAP sont alimentées par 3 producteurs.
- ✓ Les SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) : Zeco est une SCIC basée sur la commune d'Orléans, destinée à permettre d'associer les différents acteurs de l'éco-construction autour de projets communs pouvant présenter un intérêt pour le territoire. D'une part, elle peut être amenée à intervenir au sein du Pays. D'autre part, son réseau d'artisans comprend des professionnels basés pour certains au sein du Pays (Jargeau, Vitry aux Loges, Neuville aux Bois).
- ✓ Les SEL : Une réflexion est engagée avec l'association Châteauneuf en transition
- ✓ Les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) présentes sur le Pays Sologne val Sud et notamment l'association Val Espoir (basée à Sandillon) et l'association pour le développement du Sullias - ADS 45 (basée à Sully-sur-Loire).

Ainsi aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire est peu développée sur le territoire. Cependant, il s'agit d'une économie qui pourrait être développée, notamment au niveau agricole au vue de la surcharge générale des AMAP et du nombre de producteurs sur le territoire. De plus, il semblerait qu'une demande en produits locaux soit présente.

*L'enveloppe investissement du dispositif A VOS ID sera prioritairement mobilisée pour soutenir les investissements des structures de l'Insertion par l'Activité Economique.*



## ***Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés***

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> <li>ou</li> <li>- régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> <li>ou</li> </ul> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI)</li> <li>- Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT)</li> <li>- Régies de quartier</li> </ul> <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat</li> <li>• Subvention minimum 2 000 €</li> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>



<b>Modalités</b>	<p>Agrément de la structure par les services compétents (Etat, DIRECCTE ...)</p> <p><b>Pour les projets immobiliers :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de <b>100 Kwh/m<sup>2</sup>/an</b> conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance)</li> <li>• Nombre de personnes handicapées insérées</li> </ul>

## Axe A6 : Economie touristique

### ***Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Susciter l'émergence d'une stratégie touristique unifiée sur le bassin de vie de Gien et constitution d'un réseau d'acteurs
- Concourir à l'enrichissement de l'offre touristique combinant « Nature et Culture »
- Soutenir la qualité et l'innovation dans les sites de visite
- Accompagner la labellisation « Qualité Tourisme » du château de Sully au titre des grands sites du Val de Loire
- Organiser et promouvoir l'offre touristique pour assurer une complémentarité à l'échelle du bassin de vie d'Orléans

La stratégie portée par le groupe d'actions locales (GAL) Forêt d'Orléans-Loire-Sologne dans le cadre du programme Leader comporte notamment un volet axé sur le « développement de l'identité de nature et de culture ».

L'économie touristique doit être considérée comme une activité économique à part entière dans la stratégie locale de développement économique.

Le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne dispose en effet de richesses naturelles, culturelles et paysagères variées propices au développement de l'activité touristique. Le Val de Loire, la Sologne et la forêt d'Orléans constituent de réels atouts touristiques pour le territoire du Val de Loire qu'il convient de valoriser, en cohérence avec la stratégie régionale du tourisme et des loisirs 2016 – 2021.

Un patrimoine naturel idéal pour les loisirs et la détente est l'atout premier du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne pour développer le tourisme et les loisirs de nature.

Le PETR, par ses ressources naturelles que constituent la Forêt d'Orléans, le Val de Loire, le Canal d'Orléans, la Sologne ou encore les différents étangs, est bien représentatif de cette image de nature. D'ailleurs, le Val de Loire, de Chalonnes-sur-Loire à Sully-sur-Loire, est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco et bénéficie donc d'une valeur touristique importante.

Avec la proximité de la Loire, celle de l'agglomération d'Orléans, la présence de circuits de grandes randonnées pédestres (GR3, GR du sentier historique de la vallée des rois, GR655 est, GR de Pays, 67 chemins de petites randonnées soit environ 736 Km), un réseau de centres équestres (dont 2 labellisés Centre de Tourisme Equestre), le territoire dispose d'un puissant potentiel en matière de tourisme itinérant, à vélo, à pied ou à cheval.

2 itinéraires cyclo touristiques majeurs traversent le territoire : l'Eurovélo 6 (De l'Océan Atlantique à la Mer Noire) avec la Loire à Vélo, et l'Eurovélo 3 (Chemin de Compostelle) qui longe le Canal d'Orléans.

Dans l'objectif de développer le tourisme itinérant, le Pays a réalisé en 2012 une étude « Pays à vélo » portant sur l'identification des secteurs à enjeux et la définition de 8 itinéraires cyclotouristiques et de 2 liaisons entre la Loire et le canal d'Orléans. Les futures communautés de communes avec leur compétence tourisme réfléchissent à mettre en œuvre ces itinéraires.

Le territoire présente de nombreux sites touristiques majeurs : l'abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire, l'oratoire à Germigny-des-Prés, l'étang de la vallée, l'arborétum des Grandes Bruyères etc) ... D'ailleurs la création d'un centre d'interprétation de l'art roman, portée par la CC du Val de Sully constitue le projet phare du CRST dans le domaine touristique.

Par ailleurs, des aménagements de services aux touristes itinérants doivent être envisagés, afin de garantir l'attractivité des itinéraires, en particulier dans les centres villes traversés par les voies vertes et véloroutes et à proximité des sites touristiques, tels que le Château de Sully, l'Abbaye de Fleury, l'oratoire de Germigny ...

## **Descriptif sommaire des projets identifiés**

### **Mesure 14 : Sites et accueil touristiques**

<p><b>Création d'un centre d'interprétation de l'art roman à Saint-Benoît-sur-Loire</b></p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes du Val de Sully</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 3 000 000 €</p> <p><u>Contenu</u> : Le principe global est la mise en interprétation du site et de son histoire. Le lieu est complémentaire de la visite de l'abbatiale. Il s'agit de préparer et/ou d'enrichir l'expérience de visite du monument. Une signalétique in situ, dans et autour de l'abbatiale, enrichit la visite et fait le lien avec le centre d'interprétation.</p> <p>Plusieurs espaces sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un « espace des authentiques », espace d'exposition temporaire de pièces originales, permet le renouvellement de l'offre et la présentation de pièces du dépôt lapidaire, mais également par exemple de manuscrits des archives d'Orléans ou autre type de pièces prêtées.</li> <li>• L'office de tourisme (et sa boutique) s'intègre à ce projet d'équipement, avec ses fonctions propres, avec un espace d'accueil commun et un espace d'information dédié. Un dispositif d'accueil mobile est implanté en haute saison devant l'abbatiale pour compléter l'accueil touristique.</li> <li>• Un espace d'animation polyvalent permet d'accueillir tant les ateliers pédagogiques sur le temps scolaire que des animations estivales ouvertes sur le jardin.</li> <li>• Ultérieurement, mais en corrélation avec le projet, pourront être envisagés un espace d'interprétation propre à l'oratoire de Germigny-des-Prés ainsi qu'un parcours culturel et touristique au travers de Saint-Benoît –sur-Loire. Le personnage de Max Jacob pourra également faire l'objet d'une offre (maison d'écrivain, circuit poétique, résidence d'auteur...)</li> </ul> <p>A cela s'ajoutent les fonctions induites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un espace muséographique permanent, séparé du site abbatial : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Initiation / approfondissement de la visite du site, avant ou après le parcours in situ</li> <li>- Thématiques associées autour de l'art roman et du contenu spirituel lié à l'abbatiale (vie de Saint Benoît)</li> </ul> </li> <li>• Sanitaires et espaces de détente</li> <li>• Fonctions administratives et techniques à proximité</li> </ul> <p>Il s'agit de préparer et/ou d'enrichir l'expérience de visite du monument.</p> <p><u>Echéancier</u> : démarrage travaux printemps 2017</p>	<p><b>Projet réalisé</b></p> <p>Montant de travaux : 3 336 500 €</p> <p>Montant de subvention : 667 300 €</p> <p>Calendrier : ouverture au public en novembre 2019</p> <p>Le projet a permis la création de 4 postes et le maintien de 3 postes.</p>
---	--

## ***Tourisme à vélo***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen</li> <li>- Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires</li> <li>- Equiper et mettre en tourisme les véloroutes</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.</li> <li>• Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional</li> <li>• Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique</li> <li>• Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo »</li> </ul> <p>Supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays</li> <li>⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays</li> <li>⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme</li> </ul> <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
<b>Financement régional</b>	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional)</li> <li>• Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25%</li> <li>• Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80%</li> <li>• Support de communication et de promotion : 50 %</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
<b>Modalités</b>	<p>Les maitres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes</li> <li>- Guide de la signalisation cyclotouristique</li> <li>- Préconisations sur la conception des supports de communication</li> <li>- Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres</li> </ul>



### *Itinérance touristique équestre*

<b>Régime d'aide</b>	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Initiating et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur les itinéraires prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les 2 routes équestres européennes de d'Artagnan (45, 41, 37, 36)</li> <li>• L'axe équestre solognot reliant Chambord à Sancerre</li> </ul> </li> <li>○ développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.
<b>Contenu</b>	<p>1) <u>Etudes et aménagement des itinéraires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires, des études et acquisitions foncières à la signalétique</li> <li>• Dépenses liées à l'aménagement de points d'accueil : halte pique-nique, aire d'arrêt (avec longe ou barre d'attache, clôture ...) ...</li> </ul> <p>2) supports de communication et de promotion</p> <p>3) <u>Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées ou en vue d'une labellisation</u> : accueil, hébergements des équidés intérieurs ou extérieurs, équipements et matériels liés à l'activité randonnée</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Itinéraires et équipements des cheminements</u> : EPCI/PETR, Syndicats de Pays, communes</li> <li>• <u>Supports de communication et promotion a minima à l'échelle du de l'itinéraire / du réseau de parcours équestres</u> : EPCI/PETR, Syndicats de Pays, Office de tourisme</li> <li>• <u>Aménagements des structures professionnelles équestres</u> : entreprises ou exploitations agricoles, communes, EPCI, associations</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p>1/ <u>Itinéraires</u> : 40%</p> <p>2/ <u>Support de communication et promotion</u> : 50 %</p> <p>3/ <u>Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé (moins de 5 ans)</li> <li>- 35% associations et collectivités</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Pour les projets privés : subvention plafonnée à 30 000 €, portée à 100 000 €, au cas par cas sur décision de la Région, pour une maîtrise d'ouvrage collective ou dans le cas d'un projet au rayonnement touristique avéré.</p>
<b>Modalités</b>	<p>Respect du référentiel qualité de développement et de numérisation des itinéraires équestres FFE</p> <p>Structures équestres : labels FFE Centre de tourisme équestre ou Cheval étape</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés en km</li> </ul>

## ***Sites touristiques et lieux d'information touristique***

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> </ul> <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes</li> <li>- Maintenir et créer des emplois non délocalisables</li> <li>- Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
<b>Financement régional</b>	<p>25 % pour les investissements. 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Subvention minimum 2 000 €</li> <li>• Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</li> <li>• Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré.</li> </ul> <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création</li> <li>- Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé</li> </ul> <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens)</li> <li>- Classement national (après l'opération)</li> <li>- Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont</li> </ul> <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

## B1 : Services à la population

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Enrayer la désertification médicale
- Accompagner la mise en œuvre d'un Projet Territorial de Santé (PTS)
- Encourager le développement de la capacité d'accueil des équipements dédiés à la petite enfance et à la jeunesse
- Développer l'offre de services pour l'enfance et la petite enfance
- Favoriser le maintien de l'artisanat et des commerces de proximité en priorité dans les zones rurales et en favoriser la création/transmission reprise

Avec 68% des actifs travaillant à l'extérieur, le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire constitue un territoire résidentiel où les services à la population constituent un des piliers du vivre ensemble.

Un niveau global d'équipement qui reste insuffisant : 35,4% de taux global de desserte de la population, contre 40,9% pour la moyenne des Pays de la région Centre Val de Loire.

La plupart des communes du PETR sont dépourvues d'équipements et de services de santé en dehors de Châteauneuf-sur-Loire (MSP en 2016), Neuville-aux-Bois et Sully-sur-Loire (Hôpitaux ruraux), Bray-Saint-Aignan (MSP satellite de la MSP de Châteauneuf), MSP de Vienne-en-Val. Le territoire est considéré comme médicalement sous-doté, et il est difficile d'attirer de nouveaux professionnels de santé. Afin de trouver des réponses à ces enjeux, les Pays Sologne Val Sud, Loire Beauce et Forêt d'Orléans-Val de Loire se sont engagés fin 2016 dans l'élaboration d'un contrat local de santé à l'échelle des trois territoires, suite au diagnostic réalisé par l'ORS.

Dans le cadre de l'action de salariat de 150 médecins menée par le Conseil régional, au moins un centre de santé régional pourrait voir le jour sur le territoire. Le site pressenti est sur la commune de Jargeau.

Territoire jeune et attractif (20% de moins de 15 ans et de 30-44 ans) où les  $\frac{3}{4}$  des ménages sont des familles, le Pays dispose d'équipements d'accueil petite enfance mais insuffisamment pour faire face à une demande importante.

C'est pourquoi un montant significatif de crédits est proposé pour accompagner les projets identifiés ou qui pourraient se faire jour.

Le territoire va accueillir un lycée à Châteauneuf-sur-Loire en 2022 mais il existe peu de structures de formation. Il convient de favoriser le développement de projets tournés vers les publics adolescents.

Le territoire est marqué par une polarisation commerciale forte exercée par l'agglomération d'Orléans. Il est important cependant que les commerces continuent à exister dans les communes pour animer et permettre le développement de lieux de rencontre aux habitants. Le Pays puis le PETR ont soutenu l'activité des artisans et des commerçants avec l'Opération OCMACS pendant plus de 10 ans.

## Mesure 15 – MSP et autres structures regroupées - projet pressenti

<p><b>Maison de Santé Pluridisciplinaire à Trainou</b></p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Ville de Trainou  <u>Montant estimatif du projet</u> : 1 400 000 € HT            Subvention Etat – Région – FEADER : 50 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 100 000 € par professionnel de santé éligible.  <u>Contenu</u> : La commune de Trainou souhaite construire une MSP regroupant une dizaine de professionnels de santé. Le projet de santé a été déposé à l'ARS en décembre 2016. L'AMO a été choisie en décembre 2016.  <b><i>L'éligibilité du dossier au titre du CPER et du CRST sera déterminée en fonction de la rencontre avec l'équipe de la MSP, de l'avis de l'ARS sur le projet de santé, et du dépôt du dossier définitif.</i></b>  <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : janvier 2018</p>	<p><b>Projet supprimé</b></p> <p>La commune n'a pas réussi à avoir 2 médecins pour la construction de cette MSP</p>
---	---

## Centre de Santé de Jargeau

### Mesure 15-1 Contrat local de santé - projet identifié

<p><b>Animateur Contrat Local de Santé partagé à 3 Pays</b></p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne  <u>Montant estimatif du projet</u> : 124 200 € TTC sur 3 ans            Subvention FEADER – Région - ARS : 103 860 €  <i>Le calcul de la subvention dans le CRST se fera à l'issue des 18 premiers mois d'élaboration du CLS, après l'intervention du FEADER.</i>  <u>Contenu</u> :            Recrutement d'un animateur pour la mise en place du contrat local de santé avec les Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire, Loire Beauce et Sologne Val Sud  <u>Avancement du projet</u> :            L'ARS et l'ORS établissent fin décembre 2016 – début janvier 2017 un diagnostic quantitatif et qualitatif sur le territoire des 3 Pays. Entrée en poste de l'animateur début janvier 2017.</p>	<p><b>Projet réalisé</b></p> <p>L'animateur du CLS est partagé avec le PETR Pays Loire Beauce et la CC des Portes de Sologne. Son salaire est également réparti sur les 3 CRST. Il a été embauché par le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne en janvier 2017. Création d'un poste</p>
---	--

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Animateur Contrat Local de Santé partagé à 3 territoires

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne  
Montant estimatif du projet : 52 000 €  
Montant estimatif de la subvention : 16 000 €  
Contenu : Animateur CLS sur le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne, le PETR du Pays Loire Beauce et la CC des Portes de Sologne.  
Etat d'avancement du projet : Un premier contrat a été signé en 2018, un second sera élaboré en 2021.  
Echéancier : 1 an en 2023



## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Aide au démarrage de la Communauté Professionnelle Territoriale (CPTS) de l'Est Orléanais

Maître d'ouvrage : CPTS de l'Est Orléanais

Montant estimatif de la subvention : Forfait de 20 000 €

Contenu : Issue de la loi Ma Santé 2022, la CPTS a pour objectif de fédérer les professionnels de santé du territoire afin de mieux organiser l'offre et le parcours de soins des patients.


### Mesure 19 Structure d'accueil petite enfance - projet identifié

<b>Création d'un multi-accueil intercommunal à Ouzouer-sur-Loire</b>	<b>Projet réalisé</b>
<p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes Val de Sully</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 2 251 900 € HT</p> <p><u>Taux de subvention</u> : 20% (projet dont le coût est supérieur à 2 000 000 €)</p> <p><u>Contenu</u> : La Communauté de communes Val d'Or et Forêt souhaite construire un multi-accueil avec une halte-garderie et une crèche de 30 places avec une amplitude horaire importante, contre 19 places le matin et 10 l'après-midi actuellement. Ce projet se situe au centre-ville d'Ouzouer-sur-Loire, proche de la médiathèque.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Etude de faisabilité et APS réalisés</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : juillet 2017</p> <p><u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 01/06/2016</p>	<p>Il est conforme à la description. Cet établissement est peu courant sur le territoire.</p> <p>Montant des travaux : 2 026 383 €</p> <p>Montant de la subvention : 405 200 €</p> <p>Calendrier : ouverture au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020</p> <p>Création de 6 postes et 3 postes maintenus</p>

## **Mesure 20 Accueil extra-scolaire - projet identifié**

<b>Extension de l'accueil de loisirs à Aschères-le-Marché.</b>  <u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes de la Forêt <u>Montant estimatif du projet</u> : 275 000 € HT <u>Taux de subvention</u> : 20% <u>Contenu</u> : L'accueil de loisirs actuel ne permet plus d'accueillir les enfants de moins de 6 ans dans de bonnes conditions. Depuis la rentrée de septembre 2016, le nombre d'enfants de moins de 6 ans sur le temps d'accueil périscolaire a augmenté. Aussi, la communauté de communes prévoit d'étendre l'accueil périscolaire en faisant l'acquisition d'une maison adjacente au local périscolaire et en la rénovant. <u>Avancement du projet</u> : acquisition immobilière en mars 2017 <u>Echéancier (démarrage des travaux)</u> : juillet 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1 <sup>er</sup> mars 2017	<b>Projet réalisé</b>  Il est conforme à la description. Montant des travaux : 418 365 €  Montant de la subvention : 83 600 €  Calendrier : ouverture en septembre 2019  Création de 1 poste et 3 postes maintenus
--	---

## ***Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En application d'un des volets du Plan Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes</li> <li>- améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé</li> </ul> </li> <li>• Accompagner les mutations en matière de pratique médicale</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015-2020</b>	<p>Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé</p>
<b>Contenu</b>	<p>L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<p>Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)</p>
<b>Financement régional</b>  	<p><b>Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.</b></p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs): <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée<sup>2</sup></li> <li>- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u></li> <li>- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)</li> </ul>

	<p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé</li> </ul>

**« Projets locaux de santé »**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes</li> <li>- améliorant l'accès aux soins</li> <li>- améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé</li> </ul> </li> <li>• Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
<b>Financement régional</b>	<p>1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>



### Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale)</li> <li>- Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, Communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p><b>Taux de subvention :</b></p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles. Le taux est ramené à 20% pour les projets dont le coût est supérieur à 2 000 000 €.</li> <li>- 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes</li> <li>- Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS)</li> <li>• disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés</li> <li>• disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks-ends, jours fériés);</li> <li>• dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...);</li> <li>• en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent)</li> </ul> </li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets publics :</li> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>




<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avis de la CAF</li> <li>- Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label ecolocrèche ou équivalent</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de places de garde créées</li> <li>• Nombre de places de garde maintenues</li> <li>• Nombre de places pour les enfants handicapés</li> </ul>

### *Accueil extrascolaire et locaux jeunes*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir des activités de loisirs aux jeunes</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b> Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p><b>Taux de subvention :</b> 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié</li> <li>- Avis de la CAF</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de places créées en ALSH</li> <li>• Nombre de places maintenues en ALSH</li> </ul>

### ***Soutien au commerce de proximité***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Maintenir des emplois non délocalisables</li> <li>- Contribuer au lien social</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes ou leurs groupements Associations
<b>Financement régional</b>  	30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes  <b><u>Pour tout projet immobilier</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Affirmer les fonctions de centralité des pôles de services en soutenant la création d'équipements culturels et sportifs structurants
- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité

Le maintien d'une dynamique culturelle sur le territoire constitue un enjeu important pour le vivre ensemble. Le Pays Forêt d'Orléans Val de Loire compte 160 associations culturelles et touristiques, ainsi que 45 salles associatives (ou salles polyvalentes), 18 bibliothèques et médiathèques, 11 écoles de musique et des structures plus spécifiques (Salle de danse, cinéma itinérant).

Le contexte rural (petites communes éloignées) et national (coupes budgétaires...) nécessitent une adaptation des collectivités pour le maintien de leurs équipements (coût, gestion, nombre d'usagers...). Cette adaptation passe par un passage progressif à une gestion communautaire des équipements, comme par exemple le projet intercommunal du centre d'interprétation de l'art roman à Saint Benoit-sur-Loire avec une double entité culturelle et touristique.

Le PETR sollicite le soutien financier de la Région via le CRST pour accompagner les projets culturels, notamment dans le cadre de la création ou la réhabilitation d'équipement. En l'absence de projet identifié, il est proposé d'avoir recours à l'enveloppe fongible si des besoins se faisaient jour.



CADRE DE REFERENCE REGIONAL AVEC ADAPTATIONS


***Salles de spectacles support  
d'une programmation culturelle significative***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre</li> <li>• Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire</li> <li>• Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration préalable d'un <b>projet culturel</b> en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Création ou amélioration de salles de spectacles Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,....)
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, structures privées
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention de 30 % <u>Le taux est ramené à 20% pour les projets dont le coût est supérieur à 2 000 000 €.</u> Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication financière des collectivités,</li> <li>- L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence)</li> <li>- Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs,</li> <li>- la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.</li> </ul>




<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter <b>une analyse acoustique et scénographique</b></li> <li>- Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation)</li> <li>- Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter <b>au minimum un équivalent temps plein</b></li> <li>- Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC)</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de <b>la classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

### *Equipements de lecture publique*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires</li> <li>• Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages</li> <li>• Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI
<b>Financement régional</b> 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>◦ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>◦ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes</li> <li>- Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

***Équipements liés à l'enseignement artistique :  
écoles de musique, de danse et d'art dramatique***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique</li> <li>• Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement</li> <li>• Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
<b>Contenu</b>	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, établissements publics
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention de 30 %. Le taux est ramené à 20% pour les projets dont le coût est supérieur à 2 000 000 €. Subvention minimum 2 000 €</p>  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## Axe B3 : Sport

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Affirmer les fonctions de centralité des pôles de services en soutenant la création d'équipements culturels et sportifs structurants
- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité

Le sport et la participation à la vie associative constituent aussi des facteurs d'épanouissement pour la population, contribuant à la santé, favorisant les rencontres et la connaissance de l'autre et développant la cohésion sociale. Ils représentent des clés de voûte de la vie locale, pour éviter l'effet « ville dortoir » dans certains bourgs.

Le Pays compte 229 associations sportives pour 435 équipements sportifs. 96% des communes du Pays sont équipées d'au moins un équipement sportif. Les pôles du territoire (Neuville-aux-Bois, Traînou, Ouzouer-sur-Loire et Châteauneuf-sur-Loire) regroupent la majorité de ces équipements.

En termes de pratique, le football, le tennis, le basket-ball, l'équitation et les sports de combat figurent parmi les sports les plus représentés. Globalement, le nombre d'usagers des équipements et de licenciés dans les associations augmente, témoignant de cette bonne dynamique.

La communauté de communes des Loges est compétente en matière d'équipements sportifs et couvre son territoire d'équipements (bassin nautique à Jargeau, gymnase à Darvoy mais aussi à Vitry et Saint-Martin, rénovation de piscine à Châteauneuf, city park à Sury et Ingrannes...) afin que chaque habitant puisse pratiquer un sport à moins de 5 minutes de chez lui.

La modernisation des équipements sportifs existants et le soutien à la création de nouveaux équipements constituent un enjeu fort en termes de cohésion sociale du territoire.

### **Mesure 22 : Equipements sportifs et de loisirs**

#### **Réhabilitation et extension du centre nautique à Dampierre**

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Val de Sully

Montant estimatif du projet : 6 480 804 € HT

Dépense subventionnable : 4 545 636 € HT

Subvention prévue : 454 500 €

Taux de subvention retenu : 10%

Contenu : Réhabilitation et remise aux normes du bâtiment et des équipements, réaménagement et extension des espaces vestiaires, douches, accueil, locaux techniques, extension hall bassin existant avec création d'un nouveau bassin d'apprentissage couvert...

Avancement du projet : En cours de réalisation

Echéancier (démarrage des travaux) : septembre 2016

#### **Projet réalisé**

Il est conforme à la description.

Montant des travaux :  
4 540 000 €

Montant de la subvention :  
454 500 €

Calendrier : ouverture  
printemps 2018

Création de 1 poste et 5  
postes maintenus



<p><b>Réhabilitation du centre nautique de Neuville-aux-Bois</b></p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes de la Forêt</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 967 830 € HT</p> <p>Subvention prévue : 190 400 € (20%)</p> <p><u>Contenu</u> : Réhabilitation et remise aux normes du bâtiment et des équipements.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Appel d'offres travaux en avril 2017</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : juillet 2017</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> mars 2017</p>	<p><b>Projet réalisé</b></p> <p>Il est conforme à la description.</p> <p>Montant des travaux : 1 062 911 €</p> <p>Montant de la subvention : 212 500 €</p> <p>Calendrier : ouverture été 2018</p> <p>3 postes maintenus</p>
--	---

#### **AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

**Rénovation de la piscine de Châteauneuf-sur-Loire**

Maître d'ouvrage : Communauté de communes des Loges

Montant du projet : 4 585 052 €

Montant de la subvention : 458 500 €

Contenu : travaux de rénovation

Etat d'avancement du projet : en travaux

Echéancier : ouverture prévue en septembre 2020

### Equipements sportifs et de loisirs

<b>Sens de l'action régionale</b>	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
<b>Pré-requis</b>	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues.</li> <li>2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...</li> </ol>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b> L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p><b>Taux de subvention : 20%</b> Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux.</li> <li>- La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre</li> </ul> <p><b>Pour tout projet immobilier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b>.</li> <li>✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

**Equipements nautiques**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'apprentissage de la natation</li> <li>- de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...)</li> <li>- de sport loisirs</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre du <b>Plan piscine régional</b> relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...)</li> <li>- et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement)</li> </ul> </li> <li>• Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Maitres d'ouvrage :</b> EPCI, communes</p> <p><b>Dépenses éligibles :</b> L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p><b>Taux de subvention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional</li> <li>- 20% pour les autres équipements nautiques</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (&lt;2800 kWh/m² bassin/an)</li> <li>- En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (&lt;4 000 kWh/m² bassin/an)</li> </ul> <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une tarification sociale</li> <li>- Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres</li> <li>- Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens</li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## Axe C0 : Paysage

***Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Préserver la valeur patrimoniale et paysagère de l'identité des territoires du bassin de vie

Les paysages du PETR se caractérisent par 4 ensembles bien distincts : la Forêt d'Orléans, le canal, la Sologne et le Val de Loire.

La Forêt d'Orléans est connue pour être le plus grand massif domanial de France. Le Val de Loire est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le canal est le trait d'union entre la Loire et la Forêt.

A la suite de l'étude co-visibilité des bords de Loire réalisée par les Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire, Loire Beauce et Sologne Val Sud et de l'étude réalisée par la Mission Val de Loire sur la prise en compte de la VUE dans les SCoT, les élus du Pays ont décidé d'axer leur priorité sur l'aménagement des bords de Loire afin de mettre en valeur le patrimoine fluvial, le patrimoine lié à la batellerie, le patrimoine bâti sur les rives de la Loire... le patrimoine inscrit à l'UNESCO.

***Mesure N° 22-3 : Mise en valeur des paysages de Loire***

**Aménagement de la place du port et des quais à  
Châteauneuf-sur-Loire**

Maître d'ouvrage : Mairie de Châteauneuf-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 1 040 800 €

Base subventionnable éligible estimée à 550 000 € HT

Subvention prévisionnelle : 165 000 €

Contenu : La ville de Châteauneuf-sur-Loire envisage l'aménagement de la place du port et des quais, avec des matériaux d'origine et dans le respect du développement durable en créant des liaisons douces du port vers le centre-ville. Ce qui permettrait entre autres de relier la Route de la Loire à Vélo au centre-ville.

Avancement du projet : Esquisse réalisée, choix du maître d'œuvre en janvier 2017

Echéancier (démarrage des travaux) : juillet 2017

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2017

**Projet réalisé**

Il est conforme à la description.

Montant des travaux :  
790 000 €

Montant de la subvention :  
165 900 €

Calendrier : juin 2019

Le projet a concerné la place du port et l'éclairage des quais. Le kiosque en forme de toue cabanée a été financé par LEADER.

Un autre projet est prévu pour l'aménagement des quais

**AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

**Restauration du Port de Saint-Denis de l'Hôtel**

Maître d'ouvrage : Commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel

Montant estimatif du projet : 394 116 €

Montant de la subvention : 157 600 €

Contenu : travaux de rénovation de la cale du Port et installation d'un bateau lavoir

Etat d'avancement du projet : en travaux

Echéancier : fin des travaux printemps 2020

## **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

### **Aménagement des quais de Loire**

Maître d'ouvrage : commune de Châteauneuf-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 1 350 000 €, tranche de travaux à 400 000 €

Montant estimatif de la subvention : 160 000 €

Contenu : repavage des quais, restauration fontaine et cale

Etude réalisée et choix du Maître d'œuvre lancé en juin 2020

Echéancier : démarrage des travaux prévu au 2<sup>ème</sup> semestre 2020



### *Mise en valeur des Paysages du Val de Loire*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir la qualité des paysages et la préservation d'un patrimoine naturel et culturel vivant</li> <li>Préserver et mettre en valeur les paysages du Val de Loire et la Valeur Universelle et Exceptionnelle (VUE) UNESCO</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Association en amont du Conseil régional et de la Mission Val de Loire pour la conduite de l'étude (validation du cahier des charges) et son suivi et pour l'élaboration du projet d'aménagement / de travaux</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes paysagères, missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage menées à l'échelle de l'ensemble de l'axe ligérien du territoire visant à préserver et mettre en valeur les paysages</li> <li>Aménagements destinés à préserver et/ou valoriser les paysages remarquables et identitaires du Val : co-visibilités, patrimoine, espaces publics, cheminements, ...</li> <li>Les actions concourant au maintien des paysages ouverts : insertion paysagère des exploitations agricoles, élimination des points noirs ...</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes et EPCI du Val de Loire
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes stratégiques menées en amont, à l'échelle du Val de Loire sur le territoire de contractualisation : 80%</li> <li>Investissements : 40%</li> <li>Subvention minimum 2 000 €</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les communes du périmètre UNESCO doivent adhérer à la charte d'engagement - Val de Loire patrimoine mondial de l'UNESCO</li> <li>Les investissements paysagers doivent avoir un réel impact sur le paysage et être visibles depuis le domaine public</li> <li>Une attention particulière devra être portée aux besoins en matière d'aménagements liés aux itinérances touristiques douces fluviales, pédestres, cyclables et équestres</li> <li>Avis de la Mission Val de Loire sur le projet</li> <li>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

## Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

**Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Favoriser le maintien de l'artisanat et des commerces de proximité en priorité dans les zones rurales et en favoriser la création/transmission reprise
- Encourager le développement des coopérations internes au bassin de vie en matière de planification territoriale

Lieux de vie, ils sont le support de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire dispose d'un patrimoine important : le val de Loire est classé au patrimoine mondial de l'Humanité, 5 monuments sont classés, 22 monuments sont inscrits et plusieurs communes ont mis en place des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Conscient de cette richesse patrimoniale, le territoire souhaite poursuivre la mise en valeur de ses espaces publics. Ceux-ci s'attacheront à être plus attractifs, par un aménagement paysager, par la création d'espaces propices à la convivialité et par des aménagements de qualité permettant de concilier les différents usages en toute sécurité.

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres</li> <li>- Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages</li> <li>- Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
<b>Contenu</b>	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les espaces publics <b>favorisant le lien social</b> : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux.</li> <li>- Les espaces supports d'une <b>animation commerciale</b> : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées.</li> <li>- Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communes</li> <li>• EPCI</li> <li>• Syndicats d'électrification</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ».</li> <li>• Traitement végétal des surfaces</li> <li>• Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...)</li> <li>• Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public</li> <li>• Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public</li> <li>• Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...)</li> <li>• L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée)</li> <li>◦ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Taux de subvention : 40%</b> Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## Axe C2 : Foncier

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Favoriser la démarche SCoT
- Susciter de nouvelles formes d'habitat plus compactes et moins consommatrices d'espaces en privilégiant la reconquête du tissu existant
- L'utilisation optimale du foncier nécessaire à l'urbanisation et le développement de l'innovation dans les formes urbaines

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire est un territoire périurbain et rural qui s'étend sur 76 800 hectares. L'armature urbaine est composée de petites villes et de villages. Au sein du territoire plusieurs polarités se distinguent : Châteauneuf-sur-Loire, Neuville-aux-Bois, Ouzouer-sur-Loire. Cependant le développement urbain est relativement peu dense avec seulement 4 997 hectares (*Source : DGFIP 2013*) d'espaces artificialisés (5 log/ha).

Le développement des espaces urbains a été très marqué entre les années 1960 et 2000 notamment à travers des extensions importantes sous forme de lotissements pavillonnaires et des développements linéaires le long des axes.

L'élaboration, la gestion et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) doit permettre d'accompagner et de maîtriser le développement de l'urbanisation et l'artificialisation de terres agricoles ou naturelles. L'élaboration des SCoT se fait en étroite coopération avec les Pays Loire Beauce et Sologne Val Sud et en lien avec l'Agglomération Orléans-Val de Loire dont le SCoT est actuellement en révision.

Dans la perspective de l'approbation du SCoT, le PETR Forêt d'Orléans - Loire Sologne a mis en place fin 2019 une ingénierie internalisée pour accompagner la mise en compatibilité des documents d'urbanismes (Plans locaux d'urbanisme, plans locaux d'urbanisme intercommunaux, cartes communales) avec les objectifs du SCoT :

- Concilier un aménagement cohérent et soucieux de la qualité du cadre de vie
- Conforter l'économie locale
- Valoriser les facteurs d'attractivité du territoire
- Mutualiser et mettre en réseau des services pour le bien-être de tous
- Préserver les ressources naturelles et lutter contre le changement climatique.

En tenant compte des grandes orientations du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), le territoire a bâti son projet de développement durable du territoire (PADD) du SCoT autour des grands axes suivants :

⇒ Relier son territoire

Valoriser la connexion avec Orléans et l'Ile-de-France.

Maîtriser l'interface avec l'Agglo et limiter la dépendance.

Accroître les interactions et les complémentarités avec les Pays voisins.

⇒ Découvrir son territoire

S'appuyer sur les voies vertes et voies d'eau, supports d'identité touristique.

Composer en associant identités locales et identité du Pays.

⇒ Développer son territoire

Créer un développement soutenable via les richesses naturelles. Repenser l'implantation, l'accessibilité et l'attractivité des structures économiques



⇒ Vivre son territoire  
Dépasser les contraintes naturelles mais protéger ses valeurs.  
Restructurer le territoire par un dynamisme local.

⇒ Parcourir son territoire  
Créer une véritable alternative de déplacement.  
Développer une mobilité au plus proche du territoire.

Le PETR a recruté une personne en charge de l'animation et de la mise en œuvre d'un urbanisme durable sur le territoire, suite à l'approbation du SCoT.

### **Mesure 23-2 : Animation urbanisme durable**

#### **AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

##### **Animation du SCoT**

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne

Montant estimatif du projet : 23 800 €

Montant estimatif de la subvention : 11 900 €

Contenu : financement du poste

Etat d'avancement du projet : recrutement en décembre 2019

Echéancier : 1 an

#### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

##### **Animation du SCoT**

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne

Montant estimatif du projet : 47 600 €

Montant estimatif de la subvention : 23 800 €

Contenu : financement du poste

Etat d'avancement du projet : suite de l'année 1

Echéancier : 2 ans

### **Mesure 23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs**

#### **NOUVEAU PROJET PRESENTI AU BILAN**

##### **Etude aménagement centre bourg de Loury**

Contenu : Suite à la destruction d'un silo réflexion sur l'aménagement de l'espace avec création de commerces et de logements

Etat d'avancement du projet : choix de la MO

Echéancier : démarrage de l'étude prévu janvier 2020

#### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

##### **Etude aménagement centre bourg**

Maître d'ouvrage : commune de Bray-Saint-Aignan

Montant estimatif du projet : 46 800 €

Montant estimatif de la subvention : 37 400 €

Contenu : Réflexion pour repenser l'aménagement du bourg suite à la fusion des 2 communes

Etat d'avancement du projet :

Echéancier : démarrage de l'étude prévu février 2020



### ***Requalification de friches urbaines***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter l'artificialisation des sols</li> <li>- Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles</li> <li>- Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements</li> <li>- Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement</li> </ul> </li> </ul> <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Acquisitions et études préalables</li> <li>2. Investissements liés au recyclage foncier :</li> </ol> <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, délégataires
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau »</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> </ul>

**CADRE SPECIFIQUE**

**Animation urbanisme durable**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer une culture de l'urbanisme durable auprès des collectivités et des habitants</li> <li>• Favoriser une approche environnementale et sociale de l'urbanisme de la planification à l'opérationnel</li> <li>• Favoriser la prise en compte de l'intercommunalité dans les documents d'urbanisme (PLUI, appui à la réflexion intercommunautaire sur le SCOT)</li> <li>• Assurer la transcription des orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) dans les documents d'urbanisme des communes et EPCI</li> <li>• Assister les communes dans leur démarche d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme</li> <li>• Contribuer à l'intégration des éléments de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme et projets d'aménagement locaux</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie internalisée</li> </ul>	
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Syndicat mixte de Pays / PETR	
<b>Financement régional</b>	50% des frais d'animation dans la limite de 3 ans.	
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de la Région à l'élaboration de la fiche de poste du chargé de mission et au jury de recrutement du chargé de mission</li> <li>• Pour une animation internalisée, la mission confiée fait l'objet d'une production (comparable à une prestation externe) et d'un rapport d'activité précis et détaillé (documents produits, comptes-rendus de réunions...) est fourni chaque année à l'issue de la première année, à l'appui de toute demande pour l'année N+1</li> <li>• Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10 % maximum du contrat pouvant être consacrée au fonctionnement</li> </ul>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb d'ha artificialisés</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb de documents d'urbanisme accompagnés</li> <li>• Nb de porteurs de projet rencontrés</li> <li>• Nombre de démarches urbanisme rural</li> <li>• Nb de démarches AEU réalisées</li> <li>• Nb d'éco-lotissements réalisés</li> <li>• Nb d'animations/formations urbanisme durable/paysages</li> </ul>

### ***Revitalisation des centre villes et centre bourgs***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant</li> <li>• Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...)</li> <li>• Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Ingénierie externalisée</b> pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p><b>Reconquête du « foncier » :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition</li> <li>• Démolitions</li> <li>• <i>Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1)</i></li> </ul> <p><b>Aménagement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23)</i></li> <li>• Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux</li> </ul> <p><b>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes)</i></li> <li>• <i>Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27</i></li> </ul> <p><b>Dynamisation commerciale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères</i></li> <li>• <i>Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i></li> </ul> <p><b>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</b></p> <p><b>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i></li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie externalisée : 80 %</li> <li>• Acquisitions foncières, immobilières : 40 %</li> <li>• Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 %</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du projet global (note technique et plan)</li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

## Axe C3 : Habitat/Logement

### **Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Développer une offre de logements permettant les parcours résidentiels des ménages
- Adapter et diversifier l'offre de logement pour répondre aux besoins
- Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et des équipements
- Susciter de nouvelles formes d'habitat plus compactes et moins consommatrices d'espaces en privilégiant la reconquête du tissu existant

Le territoire du PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne dispose d'un parc de logements parmi le plus jeune (54,2% du parc construit après 1970). Sur la période de 2004 à 2016, on dénombre la construction 5 633 logements nouveaux logements soit 433 log/an avec des prix immobiliers plus attractifs que sur Orléans (219 par an sur la Communauté de Communes des Loges ; 123 par an sur la Communauté de Communes du Val de Sully et 91 par an sur la Communauté de Communes de la Forêt).

La part de propriétaire est prédominante et représente 67,4% des résidences principales en 2014. C'est une caractéristique des territoires ruraux et périurbains. Le parc locatif représente 21 921 logements, dont près des 2/3 sont des logements locatifs privés.

Le parc de logements est essentiellement constitué de logements individuels (89%) et de grandes tailles (57.9% de T5 et plus). De plus, l'offre de logements locatifs aidés est plutôt bien développée pour un territoire périurbain (9.4%) mais tend à voir sa part relative diminuer au sein du parc total de logements.

Le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne présentait en 2014 un taux de 7,8 % (données INSEE), avec une vacance importante sur les communes de Châteauneuf-sur-Loire (11,5%) et Sully-sur-Loire (14,6%).

Le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne devra miser sur plusieurs actions concernant le logement :

- Diversifier le logement et l'adapter à la demande
- Développer l'offre locative y compris temporaire (hébergement meublé)
- Surveiller la vacance


Sur les 640 000 € réservé au logement, une enveloppe de 87 100 € sera dédiée à la rénovation thermique.

L'offre nouvelle a été accompagnée sous la forme d'opérations construction neuve, en particulier au sein des polarités majeures identifiées par le SCoT et notamment sur les secteurs de Châteauneuf sur Loire et Neuville aux Bois.

# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du développement durable**

24

## **Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux**


<p><b>Sens de l'action régionale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative.</li> <li>- Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</li> <li>- Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande.</li> </ul> <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>
<p><b>Contenu</b></p>	<p>Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux</p>
<p><b>Maitres d'ouvrage</b></p>	<p>Communes, EPCI, organismes HLM</p>
<p><b>Financement régional</b></p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation</li> <li>• Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation</li> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Le taux de subvention régionale peut être <b>majoré de 10 points</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> <li>• Subvention minimum 2 000 €</li> </ul>
<p><b>Modalités</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul> <p><b>Mixité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p><b>Performance énergétique</b></p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements réhabilités</li> <li>• Nombre de logements en PLUS ou PLA I</li> <li>• Classe énergétique après travaux des logements financés</li> </ul>



# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

24-1


## ***Acquisition-réhabilitation de logements « temporaires » meublés pour un public jeune***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Diversifier et renforcer l'offre d'hébergement en direction des jeunes qui peuvent être confrontés dans leur parcours de formation à la problématique de la double voire triple résidence</p> <p>Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</p>
<b>Contenu</b>	Acquisition et réhabilitation de logements locatifs meublés destinés à un public jeune en insertion professionnelle ou sociale
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI
<b>Financement régional</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation</li> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Le taux de subvention régionale peut être <b>majoré de 10 points</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>◦ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation),</li> <li>◦ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).</li> </ul> </li> <li>• Subvention minimum 2 000 €</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m<sup>2</sup>/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements réhabilités</li> <li>• Classe énergétique après travaux des logements financés</li> </ul>


# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du développement durable**

25

## **Construction de logements locatifs publics sociaux**


<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
<b>Maitre d'ouvrage</b>	Organismes HLM
<b>Financement régional</b>  	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 €</li> <li>➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 €</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul> <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre de logements neufs construits</li> <li>• Nombre de logements en PLUS ou PLA I</li> <li>• Performance énergétique des logements</li> </ul>

***Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale</li> <li>✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...)</li> <li>✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale</li> <li>✓ Limiter l'usage de l'automobile</li> <li>✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources</li> <li>✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville »)</li> <li>✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus</li> <li>✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet</p> <p>Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• reconquête d'une friche urbaine ou</li> <li>• dent creuse en centre bourg ou centre-ville ou</li> <li>• quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation.</li> <li>✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités ou aménageurs
<b>Financement régional</b>	<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : 50 % du coût</li> <li>✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA)</li> <li>✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme.</li> </ul> <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p> </div> </div>


<b>Modalités</b>	<p>Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet</li> <li>• La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...)</li> <li>- qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...)</li> <li>- préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...)</li> <li>- encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...)</li> <li>- faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site</li> <li>- inciter le recours aux modes doux de déplacement</li> <li>- garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...)</li> </ul> </li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• % de logements sociaux, dont PLAI</li> <li>• Densité bâtie</li> <li>• Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements</li> <li>• Linéaire de voies prévues pour les circulations douces</li> </ul>

## ***Rénovation thermique du parc public social***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li> <li>• Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li> <li>• Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation</li> <li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore	
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Organismes HLM	
<b>Financement régional</b>  	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<b>Bonifications :</b>  Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m <sup>2</sup> /an  Installation d'un poêle à bois  Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles  Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log  +1000€ /log  + 1000 € /log
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux doivent permettre :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m<sup>2</sup>/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> <li>- à défaut un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> </ul> </li> <li>• L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques)</li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements rénovés</li> <li>• Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale</li> </ul>	



### ***Rénovation thermique du parc locatif privé***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li> <li>• Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements</li> <li>• Diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li> <li>• Améliorer la qualité et le confort des logements</li> <li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG,... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> énérgivore,
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <b><u>par les propriétaires bailleurs.</u></b></p>
<b>Financement régional</b> 	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m<sup>2</sup></li> <li>• Installation d'un poêle à bois</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logements conventionnés</li> <li>- Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m<sup>2</sup>/an</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements rénovés</li> <li>• Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux</li> <li>• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m<sup>2</sup>/an</li> </ul>

## Axe C4 : Rénovation urbaine

**Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Poursuivre la rénovation urbaine et la requalification des quartiers d'habitat social

En matière de rénovation urbaine, la commune de Châteauneuf-sur-Loire a entrepris avec LOGEM Loiret de démolir 93 bâtiments situés rue des Déportés. Une première tranche a eu lieu en 2015, une seconde a eu lieu en 2017. Les habitants ont été relogés sur la commune.

### **Descriptif sommaire des projets identifiés**

**Mesure 29 : Rénovation urbaine**

<b>Démolition de 51 logements à Châteauneuf-sur-Loire</b>	<b>Projet réalisé</b>
<p><u>Maître d'ouvrage</u> Logem Loiret</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 586 516 €</p> <p><u>Subvention demandée</u> : 117 300 €</p> <p><u>Contenu</u> : Après la première phase du projet soutenue dans le précédent contrat de Pays, Logem Loiret réalise la seconde phase de l'opération de requalification globale du quartier des Déportés à Châteauneuf sur Loire, avec la déconstruction de 51 logements.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Appel d'offres travaux réalisé fin 2016</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : janvier 2017</p> <p><u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1<sup>er</sup> septembre 2016</p>	<p>Projet conforme à la description</p> <p>Montant des travaux : 535 000 €</p> <p>Montant de la subvention : 107 000 €</p> <p>Calendrier : novembre 2017</p>

## Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

## Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

## Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
  - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
  - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
  - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

*Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).*

- **En matière d'équipements publics :**
  - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
  - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
  - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)

*Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.*

- **En matière d'aménagements publics :**
  - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
  - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).

*Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).*

*Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...)*

<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p>I. <b><u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></b></p> <p>II. <b><u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></b></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU</li> <li>- Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER</li> </ul> <p>III. <b><u>Autres quartiers d'habitat social</u></b></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
<b>Modalités</b>	✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m <sup>2</sup> /an, et atteinte de l'étiquette C.
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements démolis</li> <li>• Nombre de logements créés</li> <li>• Nombre de logements réhabilités et performance thermique</li> <li>• Nombre de logements résidentialisés</li> </ul>

## Axe C5 : Mobilité durable

**Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Etudier les enjeux de la mobilité sur le territoire du bassin de vie de Gien
- Améliorer l'accès aux informations sur le transport collectif
- Promouvoir et mieux faire connaître les solutions de mobilité existantes auprès des publics spécifiques
- Améliorer l'accessibilité et l'attractivité des gares et haltes ferroviaires
- Favoriser les liaisons avec Orléans
- Encourager l'utilisation des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle
- Poursuivre l'amélioration du réseau routier du bassin de vie

Le territoire est constitué d'un réseau routier construit majoritairement selon des axes nord-sud, reliant les communes à Orléans et aux pôles urbains secondaires, tels que Châteauneuf-sur-Loire et Ouzouer-sur-Loire. La saturation automobile et notamment de poids lourds sur certains axes est aujourd'hui déplorée. Une étude mobilité a analysé de façon plus fine les modes de déplacements (domicile – travail, loisirs...) à l'échelle des 3 Pays et de l'agglomération d'Orléans.

L'offre de transports en commun est très limitée sur le territoire. Le réseau de bus -Rémi dans le Loiret assure une connexion des communes, principalement vers Orléans, avec une moyenne de 3 à 5 bus par jour, adaptés aux rythmes scolaires. Le projet de réouverture de la ligne SNCF Orléans-Châteauneuf/Loire aurait un impact très significatif sur le territoire. Il sera nécessaire d'accompagner cette réouverture par des travaux sur et aux abords des haltes présentes sur la ligne.

La mobilité alternative, axée sur les modes doux (marche, vélo) et les pratiques plus responsables (covoiturage), fait ces dernières années l'objet d'une attention particulière. Les communes disposent de réseaux de cheminement potentiellement valorisables. Il convient de poursuivre l'effort engagé par les communes pour constituer des réseaux de déplacements doux sur leurs territoires. Par ailleurs, le covoiturage est encouragé par le Conseil départemental par l'intermédiaire d'une plateforme et de parkings dédiés.

La mobilité du plus grand nombre réside également dans la mise en accessibilité des bâtiments publics aux personnes à mobilité réduite (PMR). Le PETR souhaite soutenir le travail engagé par les communes sur cette thématique.



## **Descriptif sommaire des projets identifiés**

### **Mesure 30-1 : Mise en accessibilité des bâtiments publics**

<b>Accessibilité de la salle polyvalente de Loury</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : mairie de Loury <u>Montant estimatif du projet</u> : 64 000 € <u>Subvention prévue</u> : 12 800 € <u>Contenu</u> : La commune de Loury envisage de réaliser des travaux de rénovation de la salle polyvalente. L'accessibilité de la salle est un point important dans la rénovation du bâtiment. <u>Avancement du projet</u> : Etude de faisabilité réalisée. AMO choisie. <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : juillet 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1 <sup>er</sup> octobre 2016	<b>Projet réalisé</b>  Projet conforme à la description Montant des travaux : 52 000 €  Montant de la subvention : 10 400 €  Calendrier : juin 2019
<b>Accessibilité de l'école mairie d'Aschères-le-Marché</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : SIRIS d'Aschères-le-Marché <u>Contenu</u> : La commune d'Aschères-le-Marché envisage de réaliser des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école et de la mairie. L'accessibilité est un point important dans la rénovation du bâtiment. <u>Avancement du projet</u> : Etude de faisabilité réalisée. AMO choisie. Résultat d'appel d'offres travaux attendu pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2017 <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : mars -avril 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 01/12/2016	<b>Projet réalisé</b>  Projet conforme à la description  Montant des travaux : 143 500 € Montant de la subvention : 28 700 €  Calendrier : janvier 2019
<b>Accessibilité de la mairie de Bougy-lez-Neuville</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : Bougy-lez-Neuville <u>Contenu</u> : La commune prévoit, dans le cadre de son ADAP, la mise en accessibilité de la mairie en 2017. <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : juin 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 01/10/2016	<b>Projet réalisé</b>  Projet conforme à la description Montant des travaux : 16 627 €  Montant de la subvention : 3 300 €  Calendrier : juillet 2017

### ***Vélo utilitaire***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité</li> <li>- Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services</li> <li>- Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité,</li> <li>- Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie</li> <li>- Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé,</li> <li>- Acquisition de vélos,</li> <li>- Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.)</li> <li>- Supports de communication et de promotion</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI
<b>Financement régional</b>	40% Subvention minimum 2 000 €
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)</li> <li>⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</li> <li>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</li> <li>⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Linéaire à vocation utilitaire aménagé</li> </ul>

CADRE SPECIFIQUE

**Mise en accessibilité des bâtiments publics  
aux personnes à mobilité réduite (PMR)**

<b>Objectifs</b>	<p>La mesure vise à favoriser la mise en accessibilité des bâtiments publics (bibliothèques, équipements sportifs, bâtiments administratifs, mairie, école, restaurant scolaire) aux PMR.</p> <p>La mise en accessibilité de la voirie n'est pas éligible à ce dispositif.</p>
<b>Contenu</b>	Audits d'accessibilité et aménagements de bâtiments publics préconisés par l'audit (rampe d'accès, revêtement, matériel spécifiques, abords des bâtiments, ascenseurs ...).
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes et EPCI
<b>Financement régional</b>	<p>20%</p> <p><i>Le plancher de subvention est ramené à 2 000 € pour cette mesure.</i></p>
<b>Modalités</b>	<p>⇒ Production d'un audit accessibilité pour les bâtiments des 4 premières catégories. Seront uniquement pris en compte les travaux réglementaires de mises aux normes préconisés par cet audit accessibilité du bâtiment.</p> <p>⇒ Production d'un programme global de mise en accessibilité du bâtiment que le maître d'ouvrage s'engage à réaliser en totalité</p> <p>⇒ Réalisation de l'état d'accessibilité de l'ensemble du patrimoine de la collectivité à l'aide du formulaire régional prévu à cet effet pour les bâtiments de 5ème catégorie.</p> <p>⇒ Les aménagements des lieux de culte, les travaux de la voirie et les équipements privés sont exclus.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• INDICATEURS Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de bâtiments accessibles</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> </ul>

**CADRE SPECIFIQUE**

***Soutien aux actions issues de l'étude mobilité menée à l'échelle  
de l'INTER ScoT Orléanais***

<b>Objectifs</b>	L'objectif de l'étude, lancée en septembre 2016, est d'identifier les modes de déplacements à l'échelle des 3 Pays et de l'agglomération d'Orléans. Cette étude s'articulera en 3 phases : analyse des modes de déplacements au niveau des 3 Pays, mise en commun des résultats et synthèse, proposition d'un programme d'actions commun aux 4 territoires.
<b>Contenu</b>	- Actions matérielles et immatérielles découlant des préconisations de l'étude
<b>Maitres d'ouvrage</b>	- EPCI et regroupements de collectivités, Pays / PETR ...
<b>Financement régional</b>	40 % maximum des investissements 50 % maximum des frais d'animation / d'ingénierie / de communication
<b>Modalités</b>	⇒ Association de la Région à la définition du plan d'actions de l'étude et à l'élaboration du projet ⇒ Financement au cas par cas, sous réserve de l'avis de la Région et de la cohérence de l'action avec la stratégie régionale en matière de transport et d'intermodalité ⇒ Association des acteurs du transport
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb de GES évités</li> </ul>

**CADRE SPECIFIQUE**

***Aménagement des futures haltes de la ligne  
Orléans - Châteauneuf***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner la création des haltes de la ligne Orléans - Châteauneuf en réalisant les pôles d'échanges attenants</li> <li>- Assurer l'intermodalité de tous les modes et de tous les réseaux avec le train</li> <li>- Permettre l'accès aux personnes à mobilités réduites (PMR)</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser les aménagements nécessaires facilitant les accès aux haltes ferroviaires (aménagement des parvis, stationnements vélos et voitures, arrêts de bus et de cars, accès...)</li> </ul>	
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes (Châteauneuf sur Loire, Saint Denis de l'Hôtel), communautés de communes	
<b>Financement régional</b>	<p><u>30 % en complément des crédits apportés dans le cadre de la politique régionale « Gares Prioritaires »</u></p> <p>Les dépenses éligibles sont les dépenses dépassant le montant total subventionnable par le cadre d'intervention dédié aux gares prioritaires et/ou les dépenses liées à l'aménagement du volet urbain des haltes (études et travaux) : actions liées à l'intermodalité, stationnement / vélo / bus / car / cheminements piétons et accès aux haltes depuis les centres, etc.</p>	
<b>Modalités</b>	<p>⇒ Association des services de la Région à l'élaboration du projet</p> <p>⇒ Approche globale de l'aménagement de la gare et de son insertion dans son environnement urbain, prenant en compte l'ensemble des modes de déplacement permettant d'y accéder</p>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p><b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> </ul>	<p><b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fréquentation du TER</li> <li>• Evolution des modes de transport domicile-travail</li> <li>• Linéaire d'itinéraires cyclables aménagés</li> </ul>



## ***Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'utilisation de la voiture individuelle</li> <li>• Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements</li> <li>• Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé</li> <li>• Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs</li> <li>• Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage</li> <li>• Initiatives liées au transport collectif à traction animale</li> <li>• Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...)</li> <li>• Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes</li> <li>- Associations</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes : 80%</li> <li>• Investissements : 40%</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet</li> <li>- Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul> <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>



## *Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ;</li> <li>• favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ;</li> <li>• renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente.</li> <li>• Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économiques, social et écologique.</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition.</li> <li>• Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition</li> <li>• Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.</li> </ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 80 % pour les études stratégiques.</li> <li>• 50 % pour l'animation.</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires.</li> <li>- S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.</li> </ul>

**Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Comprendre et agir en faveur de la protection de la biodiversité
- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines

Le Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire dispose de milieux naturels riches et variés : 17 000 ha sont classés en ZNIEFF et la Forêt d'Orléans est partiellement couverte par Natura 2000. Elle présente des enjeux forts pour les odonates (famille des libellules), mammifères et amphibiens et pour certains habitats naturels (landes, mares et étangs, boisements non alluviaux).

Le Val de Loire est couvert sur toute sa longueur par différents sites Natura 2000 (Zones Spéciales de Conservation et Zones de Protection Spéciale - ZPS). Il représente un intérêt européen pour l'avifaune, alterne forêts alluviales, pelouses, prairies, mégaphorbiaies et eaux stagnantes.

Le territoire du Pays Forêt d'Orléans-Val de Loire est concerné par 3 sites Natura 2000 localisés dans le massif de la forêt d'Orléans « Forêt d'Orléans et périphérie » ainsi qu'au niveau de la Loire « Vallée de la Loire de Tavers à Belleville sur Loire » et « Vallée de la Loire du Loiret ».

Le territoire du Pays Forêt d'Orléans-Val de Loire est également concerné par 27 ZNIEFF de type 1 et de 2 ZNIEFF de type 2 dénommées « Vallée de la Conie sud près Péronville » et « la Loire Orléanaise ».

La biodiversité du territoire est aujourd'hui fragilisée par la fragmentation des habitats, l'artificialisation des milieux, l'urbanisation extensive, les plantes invasives, etc. ...

Une étude portant sur la cartographie de la Trame Verte et Bleue (TVB) a été réalisée sur le territoire avec les Pays Loire Beauce et Sologne Val Sud (Val de Loire). Il s'agit maintenant de mettre en œuvre les programmes d'actions.

L'évolution des pratiques des agriculteurs et des collectivités territoriales doit aussi permettre d'améliorer la qualité du milieu et préserver ainsi la biodiversité locale (diagnostic de biodiversité, démarche objectif 0 pesticide, inventaire de biodiversité communale, plan de gestion différenciée des espaces verts, etc.).

- (1) : Bonification matériaux perméables : une bonification de 10% des aides peut être allouée à des aménagements relevant des différents thèmes du contrat si une surface significative est couverte de matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée).

**Mesure 31 : Trame Verte et Bleue**

**NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

**Réalisation d'un IBC**

Maître d'ouvrage : commune de Fay-aux-Loges

Montant estimatif du projet : 24 750 €

Montant estimatif de la subvention : 19 800 € en FCT

Contenu : étude de la biodiversité sur le territoire de la commune avec une communication auprès de la population

Etat d'avancement du projet : dossier déposé

Echéancier : démarrage des travaux prévu au 4<sup>ème</sup> trimestre

## Trame verte et bleue : études et aménagements

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales</li> <li>Maintenir et développer la biodiversité régionale</li> <li>Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Ingénierie permettant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'élaboration d'études stratégiques</li> <li>l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets</li> <li>l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC)</li> <li>les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole)</li> </ul> </li> <li><b>Aménagements permettant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...)</li> <li>l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage)</li> <li>la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles)</li> <li>Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €)</li> <li>Communes, EPCI, associations : 80% maximum</li> </ul> <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage</li> <li>Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB.</li> <li>Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional</li> <li>Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'emplois créés</li> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Nombre de KWh économisés /an</li> <li>Nombre de GES évités /an</li> <li>Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus</li> <li>Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés</li> </ul>



## CADRE SPECIFIQUE

### *Jardins partagés, solidaires ou collectifs*

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser aux enjeux environnementaux et à la promotion de la santé (diététique, exercice physique ...)</li> <li>• Tisser du lien intergénérationnel entre les différents publics, enfants, adolescents, adultes</li> <li>• Favoriser l'insertion de personnes en difficultés sociales et professionnelles</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Actions de préservation, de création, d'extension et de promotion de jardins	
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités, associations	
<b>Financement régional</b>	40 %	
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques</li> <li>- Note précisant le fonctionnement lieu et l'intérêt du projet en matière de sensibilisation à l'environnement et / ou d'insertion</li> <li>- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la Communication du Conseil régional</li> </ul>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surface en jardins concernés</li> <li>• Nombre de personnes bénéficiaires et/ou impliquées dans le jardin partagé</li> <li>• Nombre de personnes en insertion</li> </ul>



## Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité</li> <li>• Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité)</li> <li>• Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Acquisition de matériels</b> prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative) :</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrosage économe : gestion informatisée,</li> <li>- Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts</li> </ul> <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique)</li> </ul> <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débroussailleuse</li> <li>- animaux (ovin, bovin, caprin)...</li> </ul> <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p><b>Frais d'études :</b></p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p><b>Frais de communication auprès de la population</b> portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Volume de pesticides économisé</li> <li>• Volume d'eau économisé</li> <li>• Economies financières générées</li> <li>• Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services</li> </ul>

## Biodiversité domestique

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver la diversité génétique des espèces domestiques régionales</li> <li>- Pérenniser les races en voie de disparition par la maîtrise de la dérive génétique et de la consanguinité</li> <li>- Valoriser un élément d'identité patrimoniale régionale</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Actions allant dans le sens de la stabilisation d'une variété ou d'une race à la valorisation économique et pédagogique dans le cadre de démarches individuelles ou collectives : études, frais de communication, matériels, animaux, collecte de semences, vergers conservatoires...
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles, structures agricoles collectives, associations, conservatoires, communes, établissements publics
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Etudes, animation, communication</u> : 50%</li> <li>- <u>Investissements</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>o 25% : exploitants agricoles individuels, privés Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvel installé depuis moins de 5 ans,</li> <li>- ou exploitants en agriculture biologique,</li> <li>- ou maîtrise d'ouvrage collective (regroupement d'au moins 4 exploitations) ... dans la limite de 40%</li> </ul> </li> <li>o 50% : associations, collectivités, établissements publics</li> </ul> </li> <li>- La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</li> </ul>
<b>Modalités</b>	Attestation de Certification AB le cas échéant
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> </ul>

## Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

<b>Régime d'aide</b>	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement »</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau</li> <li>- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Acquisition de matériels</b> permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : Matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.</li> <li>- <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux</li> <li>- Protection de la faune : effaroucheurs</li> <li>- <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
<b>Financement régional</b>	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouveaux installés (depuis moins de 5 ans),</li> <li>- ou exploitants en agriculture biologique,</li> <li>- ou structures collectives,</li> </ul> ... dans la limite de 40%</li> </ul> <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

**Priorités d'actions figurant dans les Ambitions 2020 des bassins de vie d'Orléans et de Gien mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Accompagner la réduction des consommations énergétiques de l'habitat et des équipements publics
- Accompagner le développement de la filière bois
- Soutenir le développement des énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre
- Améliorer la qualité de l'air sur le bassin de vie

La consommation énergétique du Pays est de 25,5 MWh/hab. Elle est due à un parc de logement individuel (89%) et à une forte dépendance à l'automobile (déplacements domicile – travail).

Le Pays, très dépendant des énergies fossiles (7,5 Tonnes équivalent CO<sub>2</sub> contre 5,6 TCO<sub>2</sub> au niveau national), produit très peu d'énergies renouvelables. Ses émissions sont en partie compensées par la croissance des forêts en surface et en volume sur pied, qui fixent le carbone (-130 T co<sub>2</sub>). De même, la substitution des énergies fossiles par le bois et l'augmentation de l'usage des matériaux bois (par exemple en construction) compense en partie la dépendance à l'énergie fossile.

Le territoire dispose par ailleurs d'un grand potentiel en ressources énergétiques naturelles : le bois-énergie, la géothermie (33 à 56 % de la consommation énergétique totale d'une surface habitable) et un potentiel en énergie solaire (compris entre 500 et 850 KWh/m<sup>2</sup>/ an) peu développé : (209 installations de panneaux solaires recensées).

La qualité de l'air est relativement bonne mais il est à noter une tendance à la dégradation avec une pollution aux particules faible mais des dépassements en augmentation.

A son échelle, le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne s'attachera à lutter contre le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles et à diminuer sa dépendance énergétique. Il s'agira pour cela d'améliorer la performance énergétique du bâti public existant et des équipements publics, en gardant à l'esprit les objectifs réglementaires existants.

Dans cette logique d'économie d'énergie, le développement de la filière bois-énergie, de la géothermie, de la méthanisation et de l'isolation des bâtiments publics font partie des objectifs portés par le PETR. De même, il souhaite poursuivre l'effort engagé par ses communes pour rationaliser l'éclairage public extérieur.

Quelques démarches mises en place :

- le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne avec le PETR Loire Beauce et la CC des Portes de Sologne réalise un Contrat d'Objectif territorial sur les énergies renouvelables
- Le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne élabore un Plan Climat Air Energie Territorial

**(1) : Forfait Energetis Collectivités Bâtiments**

Une enveloppe de 10 000 € est réservée pour le financement du marché régional d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1000 habitants dans les choix techniques de travaux d'isolation.

**(2) : Bonification énergie-climat**

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois ou géothermique
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

### **Mesure 35 : Plan isolation régional des bâtiments**

<b>Isolation de la salle polyvalente de Loury</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : mairie de Loury <u>Montant estimatif du projet</u> : 404 000 € HT <u>Subvention prévisionnelle</u> : 202 000 € <u>Contenu</u> : La commune de Loury envisage de réaliser des travaux de rénovation de la salle polyvalente. L'isolation de cette salle permettra d'améliorer la performance énergétique du bâtiment. <u>Avancement du projet</u> : Etude énergie et étude de faisabilité réalisées. AMO choisie. Résultat d'appel d'offres pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2017 <u>Echéancier (démarrage des travaux)</u> : juillet 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 30/09/2016	<b>Projet réalisé</b>  Projet conforme à la description Montant des travaux : 277 500 € Montant de la subvention : 166 500 €  Calendrier : juin 2019  Consommation d'énergie : 5370 kgeqCo2 Economie d'énergie : 271207 kwh
<b>Isolation de l'école-mairie d'Aschères-le-Marché</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : SIRIS d'Aschères-le-Marché <u>Montant estimatif du projet</u> : 346 800 € HT <u>Subvention prévue</u> : 173 400 €  <u>Contenu</u> : La commune d'Aschères-le-Marché envisage de réaliser des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école et de la mairie. L'isolation de ces bâtiments permettra d'améliorer la performance énergétique. <u>Avancement du projet</u> : Etude énergie et étude de faisabilité réalisée. AMO choisie. Résultat d'appel d'offres travaux attendus pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2017 <u>Echéancier (démarrage des travaux)</u> : mars -avril 2017 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 01/12/2016	<b>Projet réalisé</b>  Projet conforme à la description Montant des travaux : 164 833 € Montant de la subvention : 98 900 €  Calendrier : janvier 2019  Ce projet a obtenu des aides de LEADER pour la mise en place d'une chaudière bois et d'un réseau de chaleur qui permet d'alimenter la mairie, l'école, la bibliothèque, le restaurant scolaire Consommation d'énergie : 49596 kgeqCo2 Economie d'énergie : 127062 kwh

### **Mesure 35-3 : Amélioration de l'éclairage public**

#### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

##### **Modernisation de l'éclairage public**

Maître d'ouvrage : commune de Seichebrières  
Montant estimatif du projet : 21 848 €  
Montant estimatif de la subvention : 4 300 €  
Contenu : travaux d'éclairage  
Etat d'avancement du projet : étude réalisée  
Echéancier : démarrage des travaux prévu septembre 2020



### **Mesure 36-3 : Plan Climat Air Energie Territorial**

#### **AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

##### **Etude pour la mise en place d'un PCAET**

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne

Montant estimatif du projet : 47 858 €

Montant de la subvention : 38 200 €

Contenu : étude

Etat d'avancement du projet : début avril 2020

Echéancier : 16 mois d'étude

#### **AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

##### **Animation du PCAET**

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne

Montant estimatif du projet : 23 933 €

Montant de la subvention : 11 900 €

Contenu : financement du poste

Etat d'avancement du projet : recrutement en avril 2020

Echéancier : 1 an

#### **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

##### **Animation du PCAET**

Maître d'ouvrage : PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne

Montant estimatif du projet : 47 600 €

Montant estimatif de la subvention : 23 800 €

Contenu : financement du poste

Etat d'avancement du projet : suite de l'année 1

Echéancier : 2 ans

### **Mesure 36-4 : Géothermie sur sondes verticales**

#### **AUTRE PROJET REALISE et NON IDENTIFIE INITIALEMENT :**

##### **Installation d'une géothermie sur sondes verticales sur ancienne poste**

Maître d'ouvrage : Commune de Vienne-en-Val

Montant estimatif du projet : 52 800 €

Montant de la subvention : 26 400 €

Contenu : travaux de mise en place d'une géothermie

Etat d'avancement du projet : réalisé

Echéancier : octobre 2019



## Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)</li><li>• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations</li><li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li></ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage <u>et effectivement mis en œuvre</u> correspond à la classe énergétique visée</p> <p><i>Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional. Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.</i></p>
<b>Contenu</b>	<p><b>CHAMPS D'APPLICATION</b></p> <p>Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p><b>DÉPENSES ÉLIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Etude thermique selon cahier des charges régional</li><li>- Dépenses d'isolation et de ventilation</li><li>- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...). »</li></ul> <p><b>Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.</b></p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, Communes, Associations
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>50% des dépenses éligibles</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li><li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li><li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li></ul>



**Modalités**

- Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)
  - Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux
  - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
  - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m<sup>2</sup>bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m<sup>2</sup>bassin/an)
  - La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.
- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.

**Indicateurs d'évaluation**

- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an



## Eclairage Public

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional</li><li>- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »</li><li>- Contribution à la préservation de la trame noire</li></ul>
<b>Prérequis</b>	Réalisation d'un audit « Eclairage Public » comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
<b>Contenu</b>	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- luminaires (dont crosses et mats)</li><li>- horloges astronomiques</li><li>- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée</li><li>- système de variation de la puissance</li><li>- ...</li></ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention : <b>20 %</b></p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale</li><li>- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible</li><li>- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic</li><li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li></ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li><li>• Nb de KWh économisés / an</li><li>• Nb de GES évités / an</li><li>• Nombre de points lumineux traités</li></ul>



## Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

<b>Régime d'aide</b>	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li><li>• ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li><li>• ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li></ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Structurer les filières bois énergie locales émergentes</li><li>• Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère</li><li>• Stimuler l'émergence de la demande « bois »</li><li>• Renouveler la ressource bois</li></ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>PRODUCTION</b> : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p><b>TRANSFORMATION</b> : matériels permettant de couper, déchiqueter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqueté : lamiers, déchiqueteuses, broyeurs, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p><b>STOCKAGE – CONDITIONNEMENT</b> : Dalles/plateformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule, outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage ..., matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p><b>DISTRIBUTION</b> : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
<b>Financement régional</b>	<p>Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossée à une unité économique)</p> <p>Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum</p> <p>Entreprises : 35%</p> <p>Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiquetée, Charte qualité bois énergie ... ;</li><li>- préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue)</li><li>- transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois :<ul style="list-style-type: none"><li>➢ issu de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins)</li><li>➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)</li></ul></li></ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nb d'emplois créés</li><li>• Nb d'emplois confortés</li><li>• Nb de KWh économisés /an</li><li>• Nb de GES évités /an</li></ul>





## *Plan Climat Air Energie Territorial*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Traduire localement les engagements nationaux et régionaux (SRCAE) en faveur du changement climatique</p> <p>Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Intégrant la stratégie d'adaptation aux politiques du territoire ;</li><li>• Développant les actions terrain dans les nouveaux projets et lors de la révision de l'existant ;</li><li>• Évaluant et jugeant les premiers retours d'expérience</li></ul>
<b>Contenu</b>	<p>Des bénéfices attendus en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Recherche d'une plus grande d'autonomie énergétique du territoire : Soutenir les énergies renouvelables et exploiter des ressources locales (biomasse, ...)</li><li>• Qualité de vie des habitants : réduire la précarité énergétique des ménages.</li><li>• Dynamique de l'économie locale et de l'emploi : développement de nouvelles activités et création d'emplois non délocalisables dans les filières « bâtiments » et « énergie »</li><li>• Image du territoire</li></ul> <p><b>Étapes proposées pour ce contrat :</b></p> <p>Un <b>diagnostic</b> est réalisé sur le territoire. Il porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les émissions territoriales de gaz à effet de serre et les émissions de polluants de l'air ;</li><li>- Les consommations énergétiques du territoire ;</li><li>- Les réseaux de distribution d'énergie ;</li><li>- Les énergies renouvelables sur le territoire ;</li><li>- La vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.</li></ul> <p>La <b>stratégie</b> identifie les priorités que retiennent les collectivités et les objectifs qu'elles se donnent.</p> <p>Le <b>plan d'actions</b> porte sur l'ensemble des secteurs d'activité et constitue l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire.</p> <p>Le <b>dispositif de suivi, d'animation et d'évaluation</b> porte sur la réalisation d'actions, la gouvernance et le pilotage adopté. Il décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés.</p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <p>Fonctionnement : Frais d'animation interne et étude</p> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Matériel nécessaire aux actions d'animation (ex : caméra thermique...)</li><li>- Communication sur la stratégie énergétique du PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne : exposition et création/édition d'un document grand public</li></ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités, EPCI, PETR
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Subvention minimum 2 000 €</li><li>- Etudes : 80%</li><li>- Frais d'animation, frais d'ingénierie dans la limite de 3 ans, frais de communication : 50%</li><li>- Actions : 50 %</li></ul>

<b>Modalités</b>	<p>Le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne en tant que maître d'ouvrage, agit pour le compte des EPCI qui lui ont transféré la compétence PCAET. A ce titre, il pilote, coordonne et anime le PCAET, en lien avec les autres compétences et missions dont il a la charge : SCOT, Agenda 21, LEADER, CLS...</p> <p>Pour cela, le chargé de mission doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) et assurer son articulation avec le SCOT et les PLUi en cours d'élaboration</li> <li>- Gérer les relations avec le prestataire retenu pour assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du PCAET et la réalisation des études spécifiques le cas échéant ;</li> <li>- Organiser des évènementiels/animations qui jalonnent l'élaboration du PCAET</li> <li>- Identifier les acteurs à associer à la démarche</li> <li>- Animer le comité de pilotage Energie et les groupes de travail thématiques des actions</li> <li>- Participer à la rédaction des fiches actions et organiser la validation officielle du PCET ;</li> <li>- Rechercher les financements disponibles pour garantir la mise en œuvre des actions ainsi identifiées.</li> </ul> <p>Il est précisé que, le Pôle pourra confier à ses principaux partenaires (par voie de convention) certaines actions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre du PCAET :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Conseil en Énergie Partagé du Loiret : articulation expertise en matière d'énergie au service des collectivités : mobilité verte, éclairage public, coordination des producteurs-gestionnaires, compilation des données, etc.</li> <li>- Les missions régionales bois énergie (Arbocentre) et géothermie (Géoqual). Elles seront associées aux projets potentiels pouvant émerger sur le territoire.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de logements réhabilités (isolation/gain d'énergie), surface isolée</li> <li>• Nb d'animations proposées aux élus, aux habitants et aux entreprises</li> <li>• Nb de projets énergie renouvelable</li> </ul>



## Géothermie sur sondes verticales

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014)</li> <li>Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraichissement du patrimoine des collectivités et des associations</li> <li>Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie</li> <li>Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kWh/m<sup>2</sup>/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualipAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
<b>Contenu</b>	<p><b>BATIMENTS ELIGIBLES :</b> tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraichissement)</p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional</li> <li>Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC)</li> <li>Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes</li> <li>Collecteurs</li> <li>Raccordement à la pompe à chaleur</li> <li>Mise en glycol</li> <li>Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible</li> <li>Matériels d'instrumentation de suivi énergétique</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
<b>Financement régional</b>	50% des dépenses éligibles
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i></li> <li>L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb de kWh économisés /an</li> <li>Nb de GES évités /an</li> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Puissance thermique installée en kwh</li> <li>Longueur de sonde posée en mètres</li> </ul>

